



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! est à nous

Dossier

**Les années Thatcher: la
défense inconditionnelle
de sa classe**

Pages 6 et 7

n°192 – 25 avril 2013 – 1,20 €

www.npa2009.org

Contre le gouvernement, la droite et l'extrême droite

1^{ER}

&

5

MAI



DANS LA RUE POUR

UNE OPPOSITION

DE GAUCHE!



Mariage pour tous

REGARDS

Act Up: «Il n'y avait pas de débat à ouvrir»

Page 2

ÉDITO

Liaisons dangereuses

Page 3

PREMIER PLAN

L'égalité des droits, enfin?

Page 3

ACTU

«Manif pour tous»: Barjot? Pas si sûr!

Page 4

Le contraste est saisissant mais résume bien la situation.

Le mouvement social est sur la défensive, alors que le Medef vient de marquer un point essentiel: l'ANI devient loi. Au moment même où les plus réactionnaires descendent dans la rue contre le mariage pour tous.

L'Assemblée nationale puis le Sénat – avec vote bloqué – ont transformé l'Accord national interprofessionnel en loi, avec le vote de la quasi-totalité des députés PS et la bienveillante abstention de la droite. En rendant possible la négociation entreprise par entreprise sur le temps de travail ou sur les salaires en échange du maintien de l'emploi, facilitant et accélérant les procédures de licenciement, ce texte consacre des régressions sociales majeures et exauce les vœux les plus chers du patronat. Pourtant, les manifestations du 9 avril ont été moins nombreuses que celles du 5 mars. Là où il aurait fallu une mobilisation unitaire, puissante, du mouvement syndical, il y a eu la complicité des organisations qui ont négocié l'accord avec et sur le terrain du Medef, et pour la plupart des autres le refus de construire réellement la mobilisation. Au même moment, le débat sur l'ouverture du mariage à tous les couples se conclut par un texte

SUITE PAGE 2



M 04249 - 192 - F: 1,20 €

Agenda

1^{er} Mai, fête du NPA, Strasbourg.

À partir de 12 heures : grillades, buvette, débat... Jardins du Tambourin, 10 rue d'Ankara, Esplanade-Strasbourg. Manifestation à 10 heures, départ Place de la Bourse.

1^{er} Mai, manifestations.

À Paris, départ 15h Place de la Bastille en direction de Nation.

5 mai, manifestation, Paris.

Départ 13h30 Place de la Bastille.

4-5 mai, week-end débats-formation du NPA Franche-Comté.

Au programme : Décroissance, Jaurès, appropriation des moyen de production... Renseignements : rachel.choix@wanadoo.fr



11 mai, chaîne humaine contre l'Ayraulport de Notre-Dame-des-Landes. Manifestation nationale à Notre-Dame-des-Landes contre le projet d'aéroport.



● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

à minima écartant l'accès à la procréation médicale assistée pour les lesbiennes, qui figurait pourtant dans le programme du PS. Les députés de droite se déchainent, multiplient les propos homophobes et font la part belle au Front national. Mais l'ambiance à l'Assemblée n'est que le pâle reflet de ce qui se passe à l'extérieur. La droite est débordée dans la rue par des manifestations radicalisées, qui rassemblent au-delà de l'extrême droite des secteurs de la jeunesse cherchant l'affrontement. L'homophobie s'affiche sans complexe, encourageant les violences physiques et permettant aux agresseurs de passer à l'acte.

La course de vitesse est engagée

Hollande devient le champion toutes catégories de l'impopularité, il arrive même à battre Sarkozy ! Lui et son gouvernement sont minés par la crise économique et par la crise politique qui se développent conjointement. L'affaire « Cahuzac » n'est pas seulement le problème d'un homme. C'est tout un système politique, institutionnel, inextricablement lié aux politiques d'austérité capitaliste à l'œuvre depuis des années qui est frappé d'illégitimité. Malheureusement, cette crise politique n'est pas provoquée par la révolte contre les sacrifices imposés qui détruisent les droits sociaux et les services publics, ravagent la vie des salariéEs, des plus pauvres et des plus précaires. Le mouvement social est sur la défensive, encaissant infiniment plus de coups qu'il n'en rend. En face, sur le terrain le plus réactionnaire, celui de l'homophobie et de l'ordre moral, la droite et l'extrême droite prennent l'offensive.

Dans cette situation, il y a urgence à sortir de la routine. Le 1^{er} mai 2002, contre Le Pen père, la jeunesse, les salariéEs, les habitantEs des quartiers populaires se mobilisaient massivement contre la menace de l'extrême droite. Onze ans après, dans un contexte où la crise a fait d'immenses ravages



PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR

sociaux, où les barrières entre la droite et l'extrême droite tombent, où la crise politique s'ajoute à la crise sociale, le danger ne doit pas être sous-estimé.

La rue est à nous !

Les 1^{er} et 5 mai représentent l'occasion à ne pas manquer de reprendre la rue, de donner nos propres réponses sur le terrain social comme sur le terrain démocratique, de nous opposer au gouvernement tout en combattant la droite et l'extrême droite. Nous manifesterons contre le gouvernement et sa politique d'austérité, pour l'annulation de la dette illégitime, pour le partage des richesses, la défense des services publics et des retraites.

Nous manifesterons pour la levée du secret bancaire et l'interdiction de mouvements de capitaux vers les paradis fiscaux, pour en finir avec le pouvoir du système bancaire et financier, pour sa socialisation sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Nous manifesterons pour l'égalité des droits, de tous les droits : les droits des homos au mariage, à l'adoption, à la PMA, mais aussi le droit de vote pour tous les résidents, et la régularisation de touTEs les sans-papiers.

Nous manifesterons pour une démocratie réelle qui interdise la concentration des pouvoirs et le cumul des mandats, qui impose le contrôle direct de la population sur les élus révocables, rémunérés à un niveau équivalent au salaire moyen.

Nous manifesterons pour mettre fin à cette république des riches, pas pour un coup de balai ou changer le numéro de la république, pour une démocratie fondée sur l'auto-organisation et l'autogestion populaire.

Nous manifesterons avec la volonté de construire une opposition de gauche à ce pouvoir.

Christine Poupin

regards

Propos recueillis par Denis Godard

Act Up: « Il n'y avait pas de débat à ouvrir »

Entretien. Cheville ouvrière des mobilisations actuelles pour le mariage pour tous et contre l'homophobie, Act Up joue un rôle pivot au sein du mouvement social sur l'ensemble de ces questions. Nous avons rencontré Cécile Lhuillier, co-présidente d'Act Up-Paris.



Pourquoi avez-vous appelé à un rassemblement contre l'homophobie le 21 avril alors que la loi est votée deux jours après ?

La loi qui va être votée est un dû. Toutefois elle va être votée dans la douleur, et au prix de longs mois d'homophobie débridée que nous, « trans, gouines, biEs, pédés », avons dû subir. De plus, nous n'oublions pas que le 21 avril est un funeste anniversaire : celui de l'accession au second tour de la présidentielle du Front national en 2002. Douze ans plus tard, des groupes fascistes s'approprient la rue, et tabassent des homosexuelLEs. Nous ne pouvions pas leur laisser l'espace public. Lorsqu'ils l'occupent, c'est pour nous tabasser.

Est-ce que tu penses qu'une fois la loi votée, on va passer à autre chose et que l'homophobie va reculer ?

Non. Cela fait des années qu'on nous dit que « tout va mieux depuis le PaCS ». Des choses ont changé, mais l'homophobie, la transphobie existent toujours. Les taux de suicides chez les jeunes LGBT, nettement supérieurs à ceux de la

population générale, en sont une preuve. Le déchainement homophobe, les violences verbales et physiques de ces derniers temps l'attestent également. Par exemple, les premiers mariages risquent de constituer une cible pour les plus fanatiques.

Penses-tu que c'est parce que le PS a voulu faire une loi sur le mariage qu'on assiste au développement de l'homophobie ?

C'était l'engagement 31 de Hollande. L'erreur du gouvernement, c'est d'avoir voulu « ouvrir un débat ». En adoptant cette stratégie, il a légitimé la parole homophobe : il n'y avait pas de débat à ouvrir. Sortir une frange entière de la population d'un statut de sous-citoyenneté dans lequel elle est maintenue pour la seule raison de son orientation sexuelle, ça ne se discute pas. Tout est « une bonne occasion » pour les réacs et les fachos. Il faut savoir ce que l'on veut, et faire montre de courage politique.

Est-ce que l'homophobie n'est qu'une diversion pour éviter de

parler des problèmes sociaux ?

Même pas. Hollande ne s'est pas tellement exprimé, ou à peine et tardivement, sur le déferlement de haine homophobe qu'on subit tous les jours. C'est plus intelligent pour le PS de faire passer cette loi en début de mandat, c'est une mesure sociale qui ne coûtera pas grand-chose. En revanche, des décisions antisociales sont prises pendant que la couverture média est focalisée sur le mariage pour touTEs.

Quand les fachos mettent partout des pochoirs du type « du boulot à PSA et pas la PMA » ou « on veut du boulot, pas du mariage homo », que dis-tu ?

Les groupes fascistes opposés au mariage se servent de la question homosexuelle pour s'opposer au gouvernement. Pour grossir leurs rangs, ils raclent sur d'autres sujets, comme le chômage, le pouvoir d'achat, tout ce qui touche la crise économique. Comme s'il n'y avait pas de « pédés » qui travaillent chez PSA ou de « gouines » encore exclues de la PMA au chômage...

Face aux scores électoraux du FN l'an dernier et aux discours de Sarkozy, Act Up-Paris avait appelé à un rassemblement la veille du 1^{er} Mai. Aujourd'hui vous prenez l'initiative de rassemblements de rue contre l'homophobie. Vous n'avez plus assez à faire dans la lutte contre le sida ?

Lutter contre le sida, c'est lutter pour l'égalité des droits. L'inégalité en droits, la stigmatisation, sont des facteurs d'éloignement des structures de soins, de dépistage, de prévention, et favorisent donc la propagation de l'épidémie de sida. Tout est lié.

Nous sommes très investiEs sur l'accès aux droits pour toutes les minorités concernées par la pandémie : les prisonnierEs, les « putes », les usagerEs de drogues, etc. Act Up-Paris est issue de la communauté homosexuelle : nous luttons contre l'homophobie depuis la création de l'association. Concernant les rassemblements, ils nous semblaient essentiels. Cela dit, nous aurions aimé qu'ils soient l'initiative de formations plus importantes, qui ont davantage de

moyens et de relais média que nous, ou de partis politiques, mais si on avait dû compter sur eux, on attendrait encore. La preuve.

Est-ce que tu crois que la mauvaise mayonnaise actuelle peut s'inverser ? Et comment ?

Nous souhaitons ardemment que des rassemblements de ce type se tiennent aussi sur des questions moins directement liées aux LGBT. Le 27 janvier dernier, les sans-papiers nous ont soutenuEs, ainsi que les travailleurSEs du sexe. Ils/elles ont marché avec nous. Aujourd'hui, la plupart des formations politiques favorables au mariage pour touTEs travaillent en parallèle à des lois qui vont exposer davantage les prostituéEs aux violences et aux contaminations VIH/IST. Pour que la mayonnaise s'inverse, il faudrait un peu plus de cohérence dans les politiques publiques, et un peu plus de solidarité dans les mobilisations. J'aimerais que, aux prochaines manifestations des sans-papiers, des structures LGBT soient là : l'égalité des droits ne se divise pas.

HOLLANDE La rigueur avec vigueur

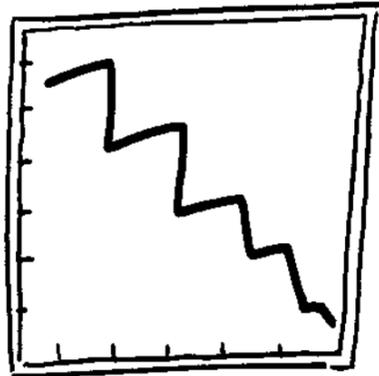
Plus que jamais, la politique de Hollande apparaît réduite à son noyau dur : l'austérité et le démantèlement du droit du travail. Pour le reste c'est la navigation à vue. Ces derniers jours, chaque fois que le ministre des Finances avançait un chiffre en terme de croissance et de déficit budgétaire, il se voyait démenti quasiment dans l'heure !

Moscovici s'est enfin résolu à prendre acte de la stagnation économique en 2012 (+0% de croissance) et à annoncer un maigre 0,1% de croissance pour 2013 suivi de 1,2% en 2014. Envolées, les prévisions antérieures plus optimistes : la crise est toujours là, ce qui se traduira par des suppressions d'emplois encore plus fortes en 2013 qu'en 2012 et une quasi-stagnation du nombre de salariéEs en 2014.

La politique économique ne conduit à aucun des résultats annoncés : le chômage augmente et la dette publique aussi. Mais Hollande ne voit que les injonctions du traité budgétaire européen. Tout au plus, l'objectif de retour du déficit public en-dessous de 3% du PIB est-il décalé à 2014.

L'austérité au mépris des résultats

Pour y arriver, le gouvernement entend en 2014 surtout taper sur les dépenses. À la rigueur déjà programmée pour 2013 s'ajoutent de nouvelles mesures : poursuite du blocage des salaires des fonctionnaires, compression des moyens de fonctionnement des administrations et des hôpitaux, baisse des crédits aux collectivités locales, économies sur les allocations-familiales et engagement de la réforme des retraites... Du côté des recettes, la hausse de la TVA, nécessaire pour financer le cadeau de 20 milliards d'euros aux entreprises, sera mise en vigueur. On peut déjà prévoir que, pour amuser la galerie, le gouvernement fera de la mousse autour de la nouvelle mouture de la taxe de 75%, taxe qui n'aura pas une grande importance même si quelques grands patrons se déclarent énervés. En fait, la situation économique de la France en 2013 sera bien pire que celle annoncée par le gouvernement. Même le Haut Conseil des finances publiques créé dans le cadre des dispositions du traité européen met en doute les prévisions gouvernementales, et juge vraisemblable une récession en 2013 (comme d'ailleurs le Fonds monétaire international). Le Haut Conseil pointe deux vrais problèmes. Le gouvernement compte sur une reprise des exportations françaises, mais les



politiques d'austérité des pays du Sud de l'Europe vont sans doute les conduire à moins acheter à l'extérieur. De plus, il n'y a aucune garantie que les entreprises françaises utilisent le crédit d'impôt de 20 milliards pour investir et faire des efforts de qualité. Deux bonnes remarques venant d'un organisme qui, dans le reste de son rapport, appelle à une austérité renforcée (il a été créé pour ça) ! Ce qui veut dire que les objectifs budgétaires pour 2013 et 2014 ne seront pas atteints.

Gauche du PS et Mélenchon à la manœuvre

Il est tellement clair que cette politique détériore les liens ténus du PS et de son électorat populaire que plusieurs éluEs de la gauche du parti ont présenté lundi 22 avril un « plan de relance écologique et social pour la France et l'Europe ». En fait, ce plan ne se situe qu'en aménagement à la politique gouvernementale. Ainsi, il ne propose pas de supprimer le crédit d'impôt compétitivité (le 20 milliards aux patrons) mais de mieux utiliser une

moitié de celui-ci. La seule mesure concrète pour ceux d'en bas est une amélioration « temporaire de l'indemnisation du chômage et du chômage partiel dans les entreprises ». On verra si même sur ces mesures, ces éluEs se battent vraiment ! En fait, la politique de Hollande-Ayrault ne procède pas d'une maladresse. Hollande changera peut-être de gouvernement prochainement, mais pas de politique économique, sauf à la marge. Les patrons français, comme étrangers veulent casser le modèle social européen et tout gouvernement ne peut que s'aligner, sauf à lancer une épreuve de force majeure avec le capitalisme. Hollande ne le fera pas, d'ailleurs aucun gouvernement qui ne serait pas issu d'une dynamique ouvrière et populaire ne pourrait le faire. C'est ce qui rend soit ridicule, soit opportuniste, l'idée énoncée par Jean-Luc Mélenchon le 22 avril selon laquelle François Hollande pourrait le nommer Premier ministre...
Henri Wilno



Par **Côme Pierron**

LIAISONS DANGEREUSES

Si le mariage pour tous est honni par la frange la plus réactionnaire de la population, les mobilisations organisées par la « manif pour tous » annoncent les noces d'une partie de la droite avec le FN. Copé a beau claironner qu'il n'y aura aucune collusion entre son parti et l'extrême droite, la radicalisation dans la rue d'une partie de son électorat sur le terrain de l'homophobie, crée les conditions d'une recomposition dont les coordonnées lui échappent. Dimanche 21 avril, la présence du député FN Collard au premier rang de la manifestation des « anti-mariage », les embrassades de Barjot et l'absence de réaction des députés UMP et UDI présents, montrent que les rapprochements sont à l'œuvre.

Comment s'étonner des accommodements actuels alors que la campagne de Sarkozy, faites de clins d'œil appuyés aux idées réacs et au FN, a libéré une partie du peuple de droite d'une certaine réserve gagnée par les mobilisations ouvrières antérieures ? Sur fond de crise du système capitaliste, de crise sociale et politique, et d'effondrement des économies, la défaite de la droite lors des dernières élections a ouvert la voie à une redéfinition des contours des partis bourgeois. La guerre Fillon-Copé pour le leadership de l'UMP témoigne, au delà de la lutte des places, de la recherche d'une nouvelle perspective de domination. Sans doute qu'une partie du camp bourgeois envisage une réponse autoritaire aux résistances suscitées par l'offensive de la troïka contre les classes populaires. Les tentatives de division de notre camp social, au travers des attaques contre les LGBTI et par le développement du racisme et de l'islamophobie, en préparent le terrain. Si nous ne savons pas encore la forme précise que ces liaisons dangereuses prendront dans le futur, le premier effet en est la multiplication des agressions homophobes. Ne doutons pas que l'étape suivante verra des groupes excités s'en prendre aux immigréEs en général et aux musulmanNEs en particulier. Les défaites accumulées, la politique libérale du gouvernement sur le terrain social comme ses renoncements sur celui des valeurs, nourrissent cette offensive. Il y a donc urgence à reprendre la rue pour que s'exprime une perspective de rupture qui ne soit pas qu'un éphémère coup de balai.

MARIAGE POUR TOUS L'égalité des droits, enfin ?

Le débat parlementaire s'est terminé avec le vote de l'ouverture du mariage et de l'adoption pour les couples de même sexe. S'il s'agit d'une avancée, le chemin est encore long vers l'égalité légale totale entre les LGBTI et les autres.

Alors que la fin de la ségrégation n'a pas mis fin au racisme, alors que la légalisation de l'IVG et la disparition du « salaire féminin » n'ont pas mis fin au sexisme, il ne faut pas perdre de vue que l'égalité des droits ne mène pas à l'égalité réelle sans destruction du système dont découle l'oppression.

Déjà au cœur de la Marche des fiertés 2012, le sujet du mariage aura entraîné un an, permettant en la légitimant sous le prétexte du « débat démocratique » la libération de l'homophobie de masse. Et depuis le début de ce « débat », le harcèlement psychologique auquel ont été soumiSEs les LGBTI, les injures, menaces, insultes incessantes et complaisamment relayées dans les médias, s'est concrétisé par l'explosion des appels de détresse reçus par SOS Homophobie.

Ces dernières semaines, devant l'imminence du vote, c'est sous toutes ses formes que l'homophobie s'est déclinée : populisme fascisant, avec la récupération des luttes pour l'emploi (affiches : « La priorité c'est Aulnay pas le mariage gay », « on veut du boulot, pas le mariage homo »), mais aussi destruction de biens associés à la communauté LGBT (devanture

du « Printemps des associations LGBT » vandalisée à Paris, bars gays attaqués à Lille, Lyon et Bordeaux), et surtout les agressions, que ce soit dans des bars, dans la rue, à Paris, à Nice, ou encore dans des collèges comme en Isère.

Une première victoire

Nous pouvons être fierEs, car cette victoire contre l'homophobie et la haine, nous l'avons gagnée grâce au combat pour l'égalité légale menée par les LGBTI depuis de nombreuses années. Mais nous ne devons pas nous contenter de cette loi à minima. C'est pourquoi une partie de la communauté LGBT, notamment autour d'Act Up, pointe la responsabilité du gouvernement et rappelle l'abandon de la PMA. Ces derniers, initiateurs d'un front uni, ont rempli la place de l'Hôtel-de-Ville de Paris le 10 avril, puis celle de la Bastille le 21 avril. En régions, des initiatives pour le vote de la loi, à Montpellier, ou pour empêcher les manifs anti-mariage à Poitiers, prouvent que, nulle part, la rue n'est abandonnée aux homophobes.

Ceux-ci se radicalisent et se posent en victimes innocentes de l'État policier soumis au « lobby gay »



Rassemblement de dimanche 21 avril Place de la Bastille à Paris. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

(car il est bien connu que les forces de l'ordre sont particulièrement bienveillantes avec les LGBT...). Si leurs manifestations prennent un air de chant du cygne avec une affluence certes importante mais sans commune mesure avec les démonstrations de force d'il y a quelques semaines, il est à craindre que leur frustration ne retombe sur les LGBT elles/eux-mêmes.

Au cœur de la réponse à l'homophobie, la question de l'autodéfense doit alors être entendue dans

un sens très large. Il ne s'agit pas pour les LGBT de se promener avec des bombes lacrymogènes, mais, avant tout, d'en finir avec l'indifférence générale dans laquelle se déroulent les agressions homophobes. Il s'agit d'assurer enfin une réelle solidarité, des LGBT entre elles/eux, des hétéros avec les LGBT, dans l'optique de l'unité de notre camp social, celui des classes populaires et du monde du travail.

Chloé Moindreau

MANIFESTATION DU 5 MAI

La république et la rupture

Le NPA appelle à manifester le 5 mai prochain (voir Tout est à nous ! n°191) mais ne signe pas l'appel du Front de gauche à cette manifestation. Explications.

La crise économique, l'offensive du gouvernement et du Medef contre le monde du travail, ainsi que le séisme politique provoqué par les aveux de Cahuzac, nécessitent une riposte sur le terrain social et politique. Cela ne doit faire aucun doute et le 5 mai sera pour nous l'occasion de manifester contre l'austérité, reprendre la rue à la droite et à l'extrême droite homophobe, s'opposer au gouvernement en avançant des mots d'ordre sociaux et démocratiques.

Jean-Luc Mélenchon et le Front de gauche ont pris unilatéralement l'initiative d'appeler à manifester le 5 mai pour une VI^e République. Nous partageons l'idée qu'il faut en finir avec les institutions de la V^e République, mais pour la remplacer par une démocratie réelle. Une démocratie qui mette fin au pouvoir de l'argent au profit d'assemblées élues, qui impose le contrôle direct de la population sur les élus rémunérés à un niveau équivalent du salaire moyen, révocables, qui interdise les concentrations des pouvoirs et le cumul des mandats. Une démocratie permettant à la grande majorité de se représenter elle-même, de prendre ses affaires en main. C'est notre différence et notre désaccord avec la VI^e République défendue par le Front de gauche.

La démocratie jusqu'au bout : la mobilisation !

Le Front de gauche conçoit cette nouvelle République comme un régime d'assemblées, dans le cadre des institutions bourgeoises

pensées pour gérer ce système. Comment peut-on poser la question de nouvelles formes d'organisation démocratiques et sociales sur les lieux de travail, dans les villes et les quartiers si tout doit changer par et au sein des institutions de la République ? La rupture nécessaire, qui s'appuie sur la mobilisation et l'engagement du plus grand nombre, n'est pas au cœur de la démarche du Front de gauche. Celui-ci propose, pour reprendre les mots de son ex-candidat à la présidentielle, «un coup de balai»... tout en conservant le régime parlementaire et même la présidence de la République, sans intervention populaire.

Dans la vision du Front de gauche, il n'y a aucune proposition de fonctionnement et de vie démocratique s'appuyant et favorisant l'auto-organisation et l'autogestion populaire, et ses conceptions de réorganisation économique relèvent plus de l'étatisation que d'une réelle socialisation. De même, nous ne partageons pas les points de vue présentant le processus constituant pour une VI^e République comme un «préalable» à la bataille pour une alternative, pour une autre société. Sur ce plan, il ne peut y avoir de préalable, si ce n'est la défense de toutes les revendications sociales et démocratiques qui favorisent la lutte et la mobilisation du plus grand nombre.

Notre approche, c'est celle d'une république, démocratique et sociale, qui rompe avec le capitalisme et ses institutions : depuis celle des communards de 1871

jusqu'aux aspirations que l'on retrouve dans le mouvement des indignés, pour «une démocratie réelle» bousculant toutes les institutions garantes de ce système. C'est le sens que nous donnons à notre présence dans la rue le 5 mai. **Sandra Demarcq**



PHOTO THÈQUE ROUGE / M10

LUTTE OUVRIÈRE ET LE 5 MAI

« La classe ouvrière doit avoir sa politique »

Dans le numéro de Lutte Ouvrière du 12 avril, Georges Kaldy écrit un long article à propos de l'affaire Cahuzac, du prétendu « choc de moralisation » voulu par Hollande et de la manifestation du 5 mai. La dernière partie de l'article s'intitule « La classe ouvrière doit avoir sa politique ». Laquelle ? C'est bien là toute la discussion.

menteurs prêchant l'austérité pour les autres.

En effet, comme l'écrit Kaldy, « la crise politique qui est en train de s'amorcer, la déliquescence aux sommets de l'État peuvent entraîner des conséquences y compris pour la classe ouvrière. » Et il est clair que « si le Front national renforce son influence, comme c'est vraisemblable, cela représente une menace grave pour la classe ouvrière [...] Faire face à ce danger, cela ne se fait pas en prétendant vouloir nettoyer les écuries d'Augias de la démocratie bourgeoise ! » Nous sommes bien d'accord et c'est pourquoi nous ne reprenons à notre compte ni la « VI^e République » ni les propos de Mélenchon que cite Kaldy : « donner un coup de balai (afin de) purifier cette atmosphère politique absolument insupportable ».

La crise ouvre une brèche

« Nous ne pouvons pas prévoir si la crise politique actuelle se résorbera [...] ou si, au contraire, elle débouchera sur une crise institutionnelle. Mais, pour que la classe ouvrière ne soit pas à la remorque des différentes forces de la bourgeoisie, il faut qu'elle se manifeste sur le terrain politique. » Comment ? Kaldy se dérobe en affirmant que la classe ouvrière « ne se sent pas encore en position de le faire, même pour défendre ses intérêts matériels vitaux ». Mais d'ajouter « il se

peut que l'histoire à venir exige de la classe ouvrière, non seulement qu'elle reprenne l'initiative à la bourgeoisie sur le terrain de ses revendications économiques, mais aussi, surtout si l'extrême droite profite des circonstances pour renforcer ses positions, sur le terrain politique ». Toute notre activité doit être sous-tendue par cette possibilité, viser à la préparer. Pour cela, il ne suffit pas de dénoncer « les marchands d'illusions » en ajoutant : « ceux qui appellent à manifester le 5 mai le sont tous, quelles que soient leurs motivations disparates ». Y compris donc le NPA que Kaldy se garde de citer !

La dénonciation et l'abstention ne font pas une politique. L'intérêt des travailleurs est que les manifestations du 1^{er} et du 5 mai soient les plus massives possible. Rester totalement indépendants et critiques parce que nous ne partageons pas les positions de Mélenchon et du PCF sur la VI^e République, mais manifester ensemble parce que la manifestation du 5 va rassembler contre l'austérité gouvernementale et contre la droite, l'extrême droite : voilà notre politique pour la classe ouvrière. Elle vise à regrouper les forces contre l'austérité, à construire une opposition de gauche à ce gouvernement du Medef, et à rassembler les anticapitalistes et révolutionnaires... **Yvan Lemaître**

« MANIF POUR TOUS » Barjot ? Pas si sûr !

La pathétique égérie des partisans de la « manif pour tous » Virginie Tellene, plus connue sous le sobriquet de Frigide Barjot, aurait pu rester dans le relatif anonymat que lui laissait son statut de médiocre humoriste de droite. Dieu, la droite et l'extrême droite en ont décidé autrement, lui confiant la mission sacrée de prendre la direction de la croisade contre le « mariage gay ».

Depuis plusieurs semaines, les plateaux de télé se l'arrachent, et elle multiplie les déclarations les plus provocatrices, attisant la haine, promettant même à Hollande que « le sang allait couler ». Mais finalement, pour le compte de qui roule ce prétendu électron libre ?

D'abord, rappelons quelques éléments biographiques. Suivant l'adage « charité bien ordonnée commence par soi-même », notre fervente catholique habite à Paris, dans le quartier du Marais, un appartement HLM de la ville de Paris - 173 m² plus une terrasse de 40 m² - excusez du peu ! Elle partage ce modeste pied-à-terre avec son mari, un ancien militant du GUD, frère de Karl Zéro (ancien gudard lui aussi). Son mari, connu sous le nom de Basile de Kock, fut membre du club de l'Horloge, think tank qui réunissait

dans les années 90 d'éminents membres de la droite et de l'extrême droite. Lié au couple Tibéri, il fut lui aussi condamné pour emploi fictif. Le mariage de Frigide et Basile fut célébré par l'abbé Georges de Nantes, partisan de monseigneur Lefebvre et fondateur d'une association intégriste, la Contre-Réforme catholique, connue pour ses positions pétainistes et pro-Algérie française...

Confusion réactionnaire

Interrogé la semaine passée sur ses liens avec l'animatrice de « la manif pour tous », Jean-Marie Le Pen, se remémorait, tout ému, que la petite Virginie lui sautait sur les genoux, quand son père, cadre du FN, lui rendait visite. Et lors de la manifestation homophobe du dimanche 21 avril, celle qui aujourd'hui encore ose se prétendre

« apolitique » n'hésitait pas à claquer la bise au député FN Gilbert Collard ! Jouant en permanence sur l'ambiguïté, alternant d'une heure à l'autre propos lénifiants et appels à la guerre civile, cette fausse naïve ne fait que recycler la vieille recette de Sarkozy qui prétendait récupérer les valeurs de la gauche, allant jusqu'à rendre hommage au résistant Guy Môquet... En appelant à participer à la manifestation annoncée du Front de gauche le 5 mai pour une VI^e République, Barjot ne fait pas autre chose. Cette proposition de convergence contre nature n'était bien sûr qu'une provocation, mais elle aura permis d'installer une confusion dans certains esprits déboussolés par la crise politique et sociale et la perte des repères idéologiques. En reprenant le graphisme des affiches du mouvement ouvrier, et en détournant



Pancarte anti-mariage signée Frigide Barjot. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

les slogans de 68, en osant s'approprier le terme de « printemps arabe » pour rebaptiser le mouvement réactionnaire actuel en « printemps français », la droite et l'extrême droite comptent profiter de la crise de régime qui se dessine pour bousculer et délégitimer toutes les valeurs défendues par le mouvement ouvrier. Et Frigide Barjot est à l'évidence un des vecteurs de cette stratégie.

La lutte contre les idées réactionnaires, l'autodéfense contre la multiplication des agressions racistes, fascistes et homophobes sont devenues une urgence. Les anticapitalistes doivent être en première ligne dans ce combat, à commencer par une participation massive aux manifestations du 1^{er} et du 5 mai. L'heure de la contre-offensive est venue !

Alain Pojolat

HAÏTI

Les charognards toujours là

Plus de trois ans après le tremblement de terre du 12 janvier 2010 qui a tué plus de 200 000 Haïtiens et fait 300 000 blessés, l'année 2012 a connu une sécheresse puis deux ouragans assombrissant encore un peu plus la situation. Mais les catastrophes naturelles ne seraient pas aussi meurtrières si les charognards capitalistes n'étaient pas en train d'intensifier le pillage du pays.

Le reportage récemment diffusé en France mettait en lumière la réalité de l'aide humanitaire et de la reconstruction d'Haïti, trois ans après le tremblement de terre qui a jeté plus de 1,5 million de personnes dans les camps de réfugiés. L'aide humanitaire est un véritable désastre au vu des sommes englouties dans le fonctionnement et pour un résultat catastrophique sur place. Pire, quand elle n'est pas détournée par l'oligarchie locale, la mafia, ou les ONG elles-mêmes, elle sert à multiplier les zones franches qui recouvrent le pays de béton, ajoutant aux réfugiés des milliers de paysans expulsés.

Bienfaiteurs ou impérialistes ?

Pour rappel historique, après la période d'occupation de 1915 à 1934, les deux dernières invasions américaines datent de 1994, sous la présidence de Clinton, et de 2004, sous la présidence de Bush. En 2010, la gestion de la reconstruction et d'une partie des fonds internationaux pour la reconstruction d'Haïti est confiée à ces deux experts de Haïti². Ce fait illustre parfaitement le néo-impérialisme.

Alors que 360 000 personnes vivent toujours dans des abris de fortune, qu'un million de personnes sont retournées dans des bidonvilles, la priorité des moyens mis en œuvre va à des projets servant l'oligarchie locale, quand ce n'est pas à l'ancien président démocrate lui-même. En plus de ne pas résoudre le problème de la reconstruction, les projets mis en place tendent à l'établissement de zones franches. Les ressources naturelles sont pillées et bétonnées, et les infrastructures publiques (électricité, eau) vont en priorité vers les quartiers riches où pullulent affairistes américains, mafieux et oligarques...

Macoutisme patronal

L'exemple du parc de zone franche de Caracol est en ce sens très parlant. Clinton, qui avait déjà acheté toutes les terres de cette commune de 7 000 habitants en 2009, est venu récemment, accompagné de Mme Clinton, secrétaire d'État aux Affaires étrangères de la présidence Obama,



inaugurer le tout nouveau parc de zones franches. Situé au nord du pays, sur la côte, au plus près de Cap Haïti et des États-Unis, la zone franche s'est construite en expulsant les paysans de cette plaine cultivable. La multitude des zones franches bétonne un peu plus un pays qui ne compte plus que 1% de forêt, un pays qui ne cultive pas assez pour nourrir sa population et rend donc les Haïtiens plus dépendants de l'aide alimentaire des multinationales américaines, canadiennes et française.

Mais les zones franches sont surtout des outils à profit et exploitation. Un jeune ouvrier haïtien déclarait récemment : « La situation que nous vivons et la situation que vivent les esclaves est la même »³. Ces ouvrierEs sont exploités sans droits ni salaires décentes. Ils gagnent moins de 200 gourdes par mois (4 euros). Et quand certains sont parvenus, avec l'aide de l'organisation Batay Ouvrye, à monter un syndicat reconnu par le

ministère des Affaires sociales et du Travail, le macoutisme patronal a rejeté le document officiel, menaçant de révocation plusieurs membres de la délégation syndicale⁴. L'entreprise choisie par Clinton est par ailleurs réputée pour sa répression et sa maltraitance physique des salariéEs, particulièrement des syndicalistes⁵. Le tremblement de terre a donc permis aux impérialistes américains et canadiens (français et espagnols dans une moindre mesure) d'accélérer leur mainmise sur l'île.

Thibault Blondin

1. Assistance mortelle de Raoul Peck, Arte, diffusé le mardi 16 avril 2013
2. <http://www.clintonbushhaitifund.org/>
3. La Sentinelle du peuple, Volume III numéro 9, janvier-février 2013, journal de Batay Ouvrye en Haïti
4. Communiqué de l'Union syndicale Solidaires, 11 février 2013
5. Rapport de Workers Rights Consortium : <http://flk.rmailjet.com>



VENEZUELA Stratégie de la tension

Depuis la victoire électorale à l'élection présidentielle du candidat bolivarien, Nicolas Maduro (voir Tout est à nous ! n°191), la droite s'est engouffrée dans une dangereuse stratégie de tension.

Dès le soir des élections, Henrique Capriles Radonski criait à la fraude, refusant de reconnaître sa défaite, malgré une différence – certes bien plus serrée que prévue, mais néanmoins très claire – de 272 865 votes. Les membres du Conseil national électoral, y compris ceux reconnus comme proches de l'opposition, ont pourtant réaffirmé que le processus électoral a bien été transparent et qu'il s'est déroulé sans incidents majeurs, en présence de centaines d'observateurs et journalistes venus de toute la planète. Le système de vote vénézuélien (vote électronique avec confirmation par un bulletin papier et vérification de la concordance par sondage) est d'ailleurs considéré comme le plus sûr au monde par de nombreux organismes.

Dès l'annonce de Capriles sur une supposée « fraude », des groupes armés de l'opposition se sont livrés à des violences de manière coordonnée dans tout le pays, preuve qu'il s'agissait d'une opération planifiée. Des symboles du processus bolivarien ont été saccagés, des commerces et des locaux brûlés, dont cinq sièges régionaux du PSUV, le parti chaviste, et de nombreuses cliniques populaires. On dénombre huit morts et des dizaines de blessés graves.

Vers un nouveau coup d'État ?

La réaction du gouvernement a été très claire : les auteurs de troubles seront poursuivis et condamnés. Les militants révolutionnaires ont appelé à la création de comités de défense de la révolution et de la paix, non seulement pour contrer les actes de la droite mais aussi pour approfondir le processus. Afin de désamorcer la tension, le Conseil national électoral a décidé le 18 avril un comptage de tous les bulletins papier, ce qui oblige Capriles à reculer sur sa dénonciation. Selon l'éditorialiste marxiste Guillermo Almejra, les États-Unis et la classe dominante seraient ainsi en train de préparer un nouveau coup d'État, comme ils l'avaient fait en avril 2002 contre Hugo Chávez. Ils tenteraient d'attirer la « bolibourgeoisie » et les secteurs les plus conservateurs du camp bolivarien comme des forces armées, déboussolés par la dernière victoire électorale obtenue sur le fil du rasoir. John Kerry a réaffirmé le 17 avril : « L'Amérique latine est notre arrière-cour et nous devons nous en approcher de manière vigoureuse », justifiant ainsi les interventions directes dans les pays du continent. Dans cette situation, le NPA doit rester vigilant et apporter son soutien au peuple vénézuélien qui résiste à toute tentative de déstabilisation.

Franck Gaudichaud et Patrick Guillaudat

ATTENTAT DE BOSTON

Drame et hystérie sécuritaire

Quatre jours après les attentats qui ont fait trois morts et près de 180 blessés, l'arrestation du jeune d'origine tchétchène et la mort de son frère abattu par la police, ont été l'occasion d'une impressionnante mise en scène policière dans Boston en état de siège. Toile de fond d'une campagne réactionnaire et raciste, d'une hystérie chauvine orchestrée par les médias.

Alors que plus de 9 000 policiers traquaient Djokhar Tsarnaev, la population de Boston avait reçu l'ordre de rester enfermée chez elle. Les transports en commun avaient été arrêtés, magasins et écoles fermés... Puis, à l'annonce de son arrestation, ce fut un déchaînement xénophobe, des manifestations de nationalisme flattées par des médias empressés de dévoyer la légitime colère et la peur de la population par une campagne contre le terrorisme islamique, puis conte le prétendu « djihadisme intérieur »... Obama lui-même était pourtant obligé de reconnaître : « Évidemment ce soir, il y a encore beaucoup de questions sans réponse. Parmi celles-ci, pourquoi de jeunes hommes ayant grandi et étudié ici, au sein de nos villes et de notre

pays, ont eu recours à une telle violence ? » Qu'importe, les Républicains ont immédiatement utilisé la tragédie de Boston pour partir en guerre contre la politique d'immigration des USA actuellement en discussion au Sénat. Cette tragédie jette un éclairage inquiétant sur les tensions qui taraudent la Babylone capitaliste et la démagogie réactionnaire dans laquelle s'enferment les classes dominantes, Obama lui-même.

« Jour de honte »

Ces deux jeunes frères d'origine tchétchène représentent un concentré de la tragédie de ce monde. Ils ont grandi enfants sur le terreau de la violence barbare engendrée par les armées russes de Poutine, la pauvreté qu'ils ont fuie, admis en 2003 à

séjourner aux États-Unis en tant que réfugiés politiques. Enfermés dans la violence, confrontés à un monde qui les rejetait, leurs rêves et ambitions brisés, la folie les a entraînés dans la haine meurtrière. Suite au drame de Boston, la manipulation de l'opinion est d'autant plus choquante que, le mercredi qui a précédé l'attentat, la réforme des lois sur les armes, promue par Obama suite au massacre de l'école de Newtown, a été rejetée par le Sénat sous la pression des lobbys des marchands d'armes. Une défaite politique pour Obama qui a parlé d'un « jour de honte ». Au même moment, 77 des 166 prisonniers de Guantanamo étaient samedi en grève de la faim, 17 d'entre eux étant nourris de force, dans cette prison où a sévi la torture et

qu'Obama n'a toujours pas fermée au mépris de ses propres engagements. Au même moment aussi, la gigantesque explosion survenue mercredi dans une usine d'engrais à West, au Texas, faisait 12 morts, 200 blessés, 50 maisons détruites. Une usine qui aurait dû être l'objet d'une accréditation en... 2004 ! Bilan terrible d'une société emportée dans la violence de l'exploitation, du racisme et de la xénophobie qui délitent les rapports sociaux et humains, d'une société qui s'enferme dans le mensonge sur elle-même tentant de fermer les yeux sur sa propre vérité, d'une société qui sème la violence et la haine parmi ses propres victimes, qui se retournent contre elle, sans espoir.

Yvan Lemaitre

Les années Thatcher

La défense inconditionnelle de sa classe

Après l'annonce de la mort de Margaret Thatcher, une des choses les plus frappantes en Grande Bretagne a été l'explosion de joie de tant de personnes: les fêtes dans la rue et dans les pubs, les blagues qui circulent et la chanson du vieux film *le Magicien d'Oz*, «La sorcière est morte!» visionnée en boucle sur YouTube et qui grimpe même à la dixième place des ventes.

Lors de la mort d'une vieille femme réactionnaire, affaiblie par la maladie et absente de la scène publique depuis si longtemps, certains auraient pu s'attendre à un simple «Bon débarras!» ou un «On ne la pleurera pas». Mais c'est mal connaître la haine que des millions de personnes ont ressentie à l'égard de Thatcher et de sa politique pendant les années où elle était au pouvoir.

Dossier coordonné par Ross Harrold

- 1925 Naissance de Margaret Roberts.
- 1951 Épouse l'homme d'affaire Denis Thatcher.
- 1959 Élu député à Londres.
- 1971 Ministre de l'Éducation déjà détestée quand elle abolit le lait gratuit pour les écoliers de plus de sept ans.
- 1972 • Des grèves non officielles empêchent les tentatives des conservateurs d'imposer des lois antisyndicales.
- 1^{re} grève nationale des mineurs de charbon victorieuse.
- 1974 Deuxième grève des mineurs. Le Premier ministre conservateur Heath appelle à des élections générales autour du thème «*Qui gouverne le pays, nous ou les mineurs?*» Les électeurs choisissent les mineurs et les conservateurs perdent.
- 1975 Thatcher devient leader du Parti conservateur dans l'opposition.
- 1979 Victoire des conservateurs. Thatcher élue Premier ministre.
- 1981 Bobby Sands, membre de l'IRA et gréviste de la faim, élu député le 9 avril. Il mourra le 5 mai.
- 1981 Des émeutes à Londres, Liverpool, Manchester, Birmingham et dans des dizaines de villes.
- 1982 Guerre des Malouines.
- 1983 • Réélection des conservateurs qui profitent de la fièvre nationaliste et de l'absence d'opposition travailliste.
- Missiles nucléaires US installés en Angleterre et campagne pour le désarmement.
- 1984 • Début de la grève des mineurs qui durera un an.
- Attentat à la bombe de l'IRA contre le congrès annuel du Parti conservateur. Thatcher échappe de peu à la mort.
- Grèves de dockers contre le transport du charbon en juillet (10 jours) et août (3 semaines) mais qui n'aboutissent pas.
- Le dirigeant du Parti travailliste, Kinnock, refuse de parler aux côtés du dirigeant du syndicat des mineurs, Arthur Scargill, lors d'une série de meetings.
- Les dirigeants des principaux syndicats refusent d'organiser des actions en faveur des mineurs.
- 1985 En mars les mineurs reprennent le travail.
- 1987 Réélection des conservateurs.
- 1989 Nouvelle taxe sur les habitations, la Poll Tax.
- 1990 • Manifestions de masse contre la Poll Tax.
- Les caciques du Parti conservateur craignent pour leurs sièges aux futures élections et poussent Thatcher à la démission.
- John Major la remplace et abolit tout de suite la Poll Tax.

Grève des mineurs

Une épreuve de force perdue

Le premier mars 1984 a débuté la plus grande grève de toute l'histoire du mouvement ouvrier britannique. Pendant un an, 140 000 mineurs de charbon ont tenu tête à Margaret Thatcher et son gouvernement.

Parmi toutes les grèves et occupations de la précédente période bouillonnante du début des années 1970, ce furent les deux défaites humiliantes infligées aux conservateurs en 72 et 74 par les mineurs qui marquèrent Thatcher et l'ensemble de la classe dominante britannique (Voir article dans *Tout est à nous!* n°191). Tirant les leçons de ces défaites, Thatcher et ses proches conseillers élaborent en 1978 dans le plus grand secret un plan détaillé. Arrivée au gouvernement en 1979, Thatcher s'attaque d'abord aux secteurs les plus faibles. Avant d'affronter enfin les mineurs, Thatcher applique les derniers éléments du plan. Certaines centrales électriques sont converties pour pouvoir fonctionner avec du fioul au lieu du charbon. D'énormes stocks de charbon sont accumulés. Des chauffeurs de camion non syndiqués sont organisés pour traverser les piquets de grève. Enfin, la police, historiquement décentralisée, est réorganisée afin de pouvoir coordonner la répression au niveau national. Il ne reste plus qu'à choisir la date pour provoquer l'affrontement, en annonçant la première d'une longue liste de fermetures de mines à la fin de l'hiver, au moment où les besoins en énergie baissent. Et pourtant, malgré

toute cette préparation, les choses ne se passent pas comme Thatcher l'avait prévu.

Une vague de solidarité

Contre les piquets de grève, la police intervient massivement et avec une violence jamais vue (à part en Irlande du Nord!). Dans les villages miniers, elle se comporte comme une véritable armée d'occupation, en multipliant les contrôles et les arrestations. Les tribunaux fonctionnent à plein régime et les grands médias relaient la propagande de Thatcher, qui qualifie les mineurs d'*«ennemis intérieurs»*, en référence à l'*«ennemi extérieur»*, vaincu deux ans auparavant aux Malouines. Cette violence ne fait que renforcer leur détermination et celle du nombre croissant de leurs soutiens. Des centaines de milliers de personnes formeront un véritable réseau à travers le pays. Pendant des mois, ils se mobiliseront pour collecter de l'argent, au travail, dans la rue, dans les pubs, pour envoyer des colis, organiser des meetings et des manifestations de soutien, le jumelage des villes et des villages. Des mineurs seront envoyés partout dans le pays mais aussi en Europe et au-delà pour organiser le soutien. Le syndicat avait peu d'argent à distribuer aux grévistes et le peu

qu'il avait finira par être bloqué par les tribunaux! Le gouvernement a fait pression pour que les allocations sociales soient retirées aux familles grévistes et on a même refusé à une famille les allocations obsèques pour enterrer leur fils.

Pourquoi la défaite?

Le mouvement a montré une incroyable force mais le gouvernement a fini par l'emporter parce que l'ensemble des forces de la classe dominante (gouvernement, patronat, médias, police, etc.) étaient plus organisées, mieux préparées, plus déterminées et puissantes que celles de notre classe. Les directions des principaux syndicats et du Parti travailliste ont bien soutenu la grève en paroles, mais aucune tentative n'a été faite pour généraliser la grève, pour organiser des débrayages de solidarité ou des refus de toucher au charbon dans les secteurs clés comme les centrales électriques, la sidérurgie, les transports, etc. Dans les mois et les années qui ont suivi la grève, pratiquement toutes les mines ont été fermées. Des communautés entières ont été dévastées par le chômage et son cortège de divorces, de suicides, d'addictions aux drogues et à l'alcool. Plus généralement, le mouvement ouvrier britannique en a pris un sacré coup et a mis des années à s'en remettre.

La grève a laissé des traces dans la tête des participantEs: de l'amertume et de la haine qu'on voit resurgir aujourd'hui avec la mort de Thatcher mais aussi de très bons souvenirs. Des centaines de milliers de personnes ont été transformées à jamais par cette expérience, notamment des femmes de mineur très actives dans des groupes de soutien à la grève. La grève a permis de casser aussi toute une série de préjugés, contres les femmes, les noirs, les gays et les lesbiennes, venuEs apporter leur solidarité.

Ross Harrold



Irlande

Des images



« On vous a bien eu ! » titre le journal réactionnaire *The Sun*, le 3 mai 1982. C'est un moment crucial de la Guerre coloniale des Malouines. La pression monte sur la Grande-Bretagne pour arriver à une solution négociée.

Thatcher ne veut qu'une victoire totale et donne l'ordre à la marine britannique de couler le croiseur argentin *Le Général Belgrano* alors qu'il est en dehors de la « zone d'exclusion ». 323 marins argentins périront, dont de jeunes appelés de moins de 20 ans. *The Sun* jubile. Toute chance de paix négociée disparaît et Thatcher remportera la victoire « glorieuse » qu'elle recherchait.



Ci-dessus, accident de train à Ladbroke Grove Londres en 1999.

Un des dizaines d'accidents mortels qui ont eu lieu après la privatisation des chemins de fer par Thatcher et les conservateurs. Les débris de l'accident sont un peu le symbole des conséquences catastrophiques de cette politique. Après avoir privatisé l'ensemble des services publics (téléphonie, gaz, électricité, eau, etc.), les conservateurs finissent par privatiser le système ferroviaire. En 2002 les travaillistes renationalisent de fait au moins la partie infrastructure. Les hommes politiques y compris de droite, ont probablement compris qu'au rythme où cela allait même eux – première classe ou pas ! – avaient de plus en plus de chance de se retrouver victimes d'un accident. En 2001, Ken Loach tournera un excellent film *The Navigators* sur la folie de cette politique de privatisation.

et des mots...

Thatcher sur Blair

Interrogée sur ce qu'elle pensait être la plus grande réalisation de sa vie, Margaret Thatcher répond : « Tony Blair et New Labour » (le nouveau parti travailliste social-libéral remodelé par Blair)

Blair sur Thatcher

« J'ai toujours pensé que mon travail consistait à construire sur des choses qu'elle a faites plutôt que de les renverser »

Durant des années, ceux-ci vivront nus, hiver comme été, n'acceptant pour seul vêtement que les couvertures de l'administration, maculant leurs cellules de leurs excréments pour imposer leurs revendications : refus du port de l'uniforme, refus des travaux pénitentiaires, droit à l'organisation, droit à un parloir hebdomadaire, application des remises de peine. La mort de leurs camarades grévistes de la faim n'entamera pas la détermination des prisonniers de Long Kesh. En 1983, leur niveau élevé d'organisation au sein de la prison aboutira à la grande évasion « the big escape » de 38 d'entre eux, un des fugitifs participera même à l'attentat de Brighton qui faillit coûter la vie à Thatcher. Aujourd'hui, les sinistres H blocks ont été rasés, mais la mémoire des républicains reste intacte. Rien est réglé pour la minorité républicaine des six comtés d'Ulster qui subit toujours un système d'apartheid social et politique dirigé depuis Londres, relayé par ses supplétifs loyalistes, dont les groupes para-militaires continuent épisodiquement de faire régner la terreur à la lisière des quartiers républicains. La mémoire politique est une arme, même si celle-ci passe par le miroir déformant des adaptations cinématographiques, comme le film *Hunger* paru en 2008 qui nous fait revivre la grève de la faim de Long Kesh, 27 ans après la mort de Bobby Sands. Sachons utiliser tous les supports qui nous permettent de la faire vivre.

Alain Pojolat

- 1. IRA: Irish Republican Army (nationaliste)
- 2. INLA: Irish National Liberation Army (marxiste-léniniste)

La longue lutte des prisonniers politiques

Plus qu'à l'habitude, la Guinness a coulé à flots dans les pubs de Falls Road à Belfast et du Bogside de Derry, à l'annonce de la mort de l'ennemie jurée des républicains irlandais. Inlassablement pistée par les brigades de l'IRA¹ et de l'INLA², Thatcher échappera de peu en octobre 84 à l'explosion d'une bombe déposée dans sa chambre du Grand Hôtel de Brighton où se tenait le congrès du parti conservateur.

Le dépit et la rage post mortem engendrés par le décès de Margaret Thatcher, tant en Angleterre qu'en Irlande, nous ramènent à l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire de la lutte de libération du peuple irlandais, celle de la grève de la faim de la prison de Long Kesh qui dura de mars à mai 1981. Contraints à un bras de fer avec les autorités britanniques, dix prisonniers politiques républicains y laissèrent leur vie, se heurtant à l'intransigeance meurtrière de la « dame de fer ». Emmenés par Bobby Sands et Patsy O'Hara, leurs responsables politiques et militaires au sein de la prison, les dix entraient tour à tour dans le mouvement, entamant un macabre compte à rebours qui devait permettre à la campagne internationale de soutien de faire monter la colère et l'indignation contre le gouvernement anglais. Face à la mobilisation des quartiers républicains, et aux pressions internationales,



Thatcher restera intraitable, refusant toute négociation, sourde aux protestations des autorités religieuses et des organisations internationales. Se réfugiant derrière le principe de droit britannique de l'habeas corpus, elle prononcera cette phrase terrible le jour de la mort de Bobby Sands « Monsieur Sands était un criminel condamné, il a fait le choix de s'ôter la vie... »

Déterminés, organisés

En n'en retenant aujourd'hui que son épilogue dramatique, les médias font généralement l'impasse sur le mouvement ininterrompu qui depuis cinq ans secouait la prison de Long Kesh. En 1976, le gouvernement travailliste de Londres supprime le statut de prisonniers politiques, déclenchant une réaction immédiate des prisonniers républicains enfermés dans les H blocs, la grève de l'hygiène, et le refus du port de l'uniforme carcéral.

Poll Tax

La contre-réforme de trop

Thatcher était une combattante formidable pour sa classe, mais elle n'était pas indestructible. C'est un puissant mouvement populaire contre un nouvel impôt qui l'a délogée.

Comme le dit un proverbe anglais « la vanité vient avant la chute ». Après avoir réussi à vaincre les mineurs, les imprimeurs, à privatiser largement, à taillader les droits syndicaux et sociaux, les Tories (conservateurs) et Thatcher se crurent invincibles. Ils voulurent revenir non seulement sur le caractère progressif de la fiscalité, mais même sur son caractère proportionnel ! En effet la Poll Tax, ainsi surnommée par référence à un impôt médiéval, signifiait que la même somme devait être payée par chaque adulte en guise d'impôt local, à la place d'un système basé sur la valeur locative des logements. Le ministre Nicholas Ridley n'hésitait pas à prétendre que la Poll Tax était juste puisque « un duc allait payer la même somme qu'un éboueur... ». Le nouvel impôt est d'abord introduit en Écosse. Les conservateurs, déjà impopulaires dans ce pays, finissent à cette occasion de se déconsidérer. Rapidement, un vaste mouvement d'opposition se développe, prônant le refus de payer la taxe, et organisant des meetings et des manifestations. L'extrême gauche met en place des structures, « unions anti-poll tax » auxquelles participent massivement des électeurs et militants travaillistes, cependant que la direction du parti travailliste cherche à tout prix à se démarquer du mouvement pour conserver son image légaliste. Certains de ses députés qui prônaient le refus de payer vont même être expulsés du parti.

Désobéissance massive

La campagne de non-paiement acquiert rapidement un caractère de masse alors que la taxe commence à être appliquée en Angleterre et au Pays de Galles. Les tribunaux censés condamner les contribuables défaillants sont submergés : 11 millions de personnes refusent de payer ! À chaque fois qu'une municipalité vote pour fixer le niveau de la taxe, des manifestations ont lieu, souvent des émeutes. Le 31 mars 1990, plus de 200 000 manifestants défilent contre la Poll Tax. En plein centre de Londres, la manifestation tourne à l'affrontement violent : la police montée charge les manifestants, les bloque, lancent des camions de police à 50 km/h dans la foule... Les manifestants répliquent, la police doit souvent battre en retraite, l'ambassade d'Afrique du Sud flambe ! La désapprobation de la Poll Tax est alors générale : même les catégories qui n'avaient pas souffert de l'ère Thatcher étaient touchées au porte-monnaie. Plutôt que d'approuver le gouvernement et l'action de la police contre les émeutiers, le sentiment général était « À quoi s'attendait-elle ? ». Thatcher, fidèle à sa manière, a tout de même cherché à imposer à toute force sa dernière attaque, mais ses propres députés, craignant pour leurs sièges à l'élection suivante, finirent par la destituer de son rôle de dirigeante du parti et donc de Premier ministre quelques mois plus tard. Dans son premier discours en tant que

Premier ministre, son successeur John Major annonça l'abandon de la Poll Tax. Cela n'empêcha pas les conservateurs de continuer leur politique antisociale, mais le spectre de la révolte populaire les hante depuis. Aujourd'hui encore, le cauchemar du Premier ministre conservateur David Cameron est que son nouvel impôt frappant les plus pauvres, la Bedroom Tax, fasse que l'histoire se répète...

Sylvestre Jaffard

Un mineur, se souvient de la grève

« Un mythe existe selon lequel la grève n'aurait été que de la souffrance sans fin. C'était dur, c'est vrai et les gens manquaient de tout. Des mineurs sont morts en cherchant du charbon sur les terrils pour chauffer leur maison. Mais c'était aussi la meilleure année de ma vie, comme cela a été pour beaucoup d'autres familles de mineurs. Il y avait un sentiment de solidarité très fort et les vies des gens ont été transformées. Ils voyaient le monde et les gens de manière différente. Ils voyaient la solidarité comme la base d'un monde meilleur. Cela n'est pas mort avec la fin de la grève. Je n'oublierai jamais les semaines avant Noël 1984. On était tellement fiers d'être toujours en grève, fiers que les gens aient résisté à la propagande et aux énormes sommes d'argent qu'on nous proposait pour reprendre le travail. Nous avons rempli de cadeaux les sacs des enfants, les cuisines ont servi de superbes repas – et tout ça grâce à la solidarité de syndicalistes. Aujourd'hui, en se rappelant ce que nous avons fait, il ne s'agit pas de nostalgie. Il s'agit de se rappeler d'une simple leçon : c'est toujours mieux de se battre que de céder aux patrons. »

Ian Mitchell



ALÈS (GARD)

Combat pour les libertés syndicales



Telle est la volonté largement répandue ce vendredi 19 avril devant le tribunal d'Alès, lieu du rassemblement pour le soutien à Sébastien Migliore, militant de la CGT injustement condamné.

À l'appel de l'union locale CGT Alès, nous étions environ 200 personnes, appuyés par différents syndicats – la CNT, FO, FSU, Solidaires – la LDH et des forces politiques – LO, NPA, PCF, POI et différents éluEs et citoyenNEs. Sébastien est connu pour avoir animé une lutte à Fabio Lucci en 2006 et être un élu du PCF dans la commune de Cendras. Mais la raison qui l'a amené devant le tribunal est un prétendu jet d'œuf qui aurait traumatisé 12 flics au moment de l'une des manifestations contre la réforme des retraites en 2010.

Criminalisation de la contestation

Après une première relaxe au tribunal d'Alès et sur appel du procureur de la République, le «jugement» a donc été rendu. Sébastien a ainsi écopé de 2 mois de prison avec sursis, 1 000 euros d'amende, 100 euros à chaque partie civile et 5 ans d'inéligibilité. À cela s'ajoutent 100 euros qu'il devra verser à chacun des douze policiers qui auraient été atteints par le «projectile». Tout ça pour un œuf... Sébastien et ses camarades ont décidé de faire appel devant la Cour de cassation. Le NPA est totalement solidaire de ce combat qui n'est pas fini. Une condamnation qui s'inscrit bien dans la volonté de ministre de l'intérieur Manuel Valls de réprimer celles et ceux qui se battent contre la politique de casse sociale d'un gouvernement aux ordres du Medef.

Correspondant

«Globalement assez satisfaisant»?

C'est ce qu'ose écrire l'Autorité de sûreté nucléaire, aux ordres d'EdF, d'Areva et du gouvernement. Avec les précautions d'usages et les omissions soigneusement calculées, l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) fin novembre 2012 et l'ASN (Agence de sûreté nucléaire) le 16 avril 2013 ont pourtant publié des rapports plus qu'inquiétants sur l'état général des 58 réacteurs français...

Devant le Parlement, le président de l'ASN a qualifié de «globalement assez satisfaisant» l'état du parc nucléaire français. Une formule de bulletin scolaire, d'ailleurs présentée ainsi par son auteur qui précise toutefois «je n'aurais pas aimé avoir ça comme appréciation».

Il faut dire que depuis que le gouvernement PS et EELV s'est défaussé sur eux de la responsabilité de décider de l'avenir du parc nucléaire vieillissant, ces instituts n'ont pas la vie facile. Et cela alors qu'EdF et Areva mènent une intense campagne pour prolonger de trente ans la durée de vie des centrales...

Un tableau pas réjouissant

Les incidents dans les centrales nucléaires d'EdF sont en hausse de 10% en 2012. L'ASN insiste sur le vieillissement du parc français. La part la plus importante des réacteurs ou des installations du cycle a été construite pendant la période 1970-1990, 44 réacteurs sur 58 ont déjà

plus de 25 ans d'activité. Il y a aussi problème sur le maintien des compétences : «d'ici trois à quatre ans, EDF devra faire face au renouvellement de 40% de son personnel».

Enfin le rapport souligne que le processus de démantèlement des installations du CEA (commissariat à l'énergie atomique) ferait appel à trop de sous-traitants sans instaurer des contrôles suffisants. De son côté, Areva est fermement invité à régler le sort de son stock de vieux déchets qui ne sont pas conditionnés aux normes actuelles, un «dossier vieux de vingt ans». Au total, sur la seule année 2012, l'ASN a recensé 830 incidents dans les 58 réacteurs d'EdF. Les centrales de Civaux, Cruas, Paluel et Chinon sont particulièrement épinglées.

En finir définitivement et rapidement avec le nucléaire

L'accord de gouvernement entre le PS et EELV n'a pas porté sur ce nécessaire et urgent remplacement des installations nucléaires vieillissantes.



Rapport après rapport, le gouvernement renvoie les décisions à plus tard. Le prolongement ou la construction de nouveaux réacteurs dans les dix années à venir va coûter des centaines de milliards d'euros, tout en accroissant les risques d'un accident majeur. C'est donc maintenant qu'il faut faire des choix et investir dans la fermeture de tous les réacteurs, en

développant les sources d'énergie renouvelables, une «dé-consommation» de l'énergie électrique et un vaste programme d'amélioration et de construction de l'habitat. C'est ce que détaille le programme du NPA d'arrêt des installations nucléaires en moins de dix ans. CorrespondantEs Commission nationale écologie

LYON Les postiers grévistes tiennent bon

Depuis le 2 avril, les postiers du 8^e arrondissement à Lyon sont en grève majoritaire contre la restructuration de leur bureau. Il ont reçu le soutien d'Olivier Besancenot mardi 16 avril.



La technique de la direction de La Poste est maintenant bien rodée : on supprime deux tournées en prétextant une baisse de l'activité (mensonge éhonté, les immeubles poussent comme des champignons dans le 8^e) et on les remplace par de la mutualisation ou «sécabilité» : une forme de travail gratuit qui

oblige les facteurs et factrices à faire des tournées supplémentaires pour remplacer leurs collègues en congé ou en RTT, etc.

Face à l'intransigeance de la direction, le piquet de grève s'est organisé en AG depuis le début du mouvement. Le choix a été fait de se tourner vers l'extérieur : des délégations partent voir les autres bureaux, apparaissent lors de la manifestation du 9 avril contre l'ANI, et vont à la rencontre des usagers. Et ça marche ! Mardi 16, les bureaux des 1^{er}, 2^e, 4^e, 5^e arrondissement et de Dardilly se sont mis en grève et ont envoyé des délégations sur le piquet de Lyon 8. Le même jour, après avoir transmis un message de soutien en début de grève, Olivier Besancenot est venu leur apporter son soutien et a été chaleureusement accueilli.

Une direction qui fait pression

Pour briser la grève, La Poste ne recule devant rien : pression sur les non-grévistes, emploi illégal d'intérimaires pour distribuer le courrier dans des voitures de location via le site antigrève de Corbas. Ces derniers se retrouvent avec du courrier confidentiel entre les mains : chèquiers, cartes bancaires, déclarations d'impôts, etc. Un gréviste témoigne : «Ils ne sont pas formés, et avec la pression qu'ils ont, on retrouve des paquets d'enveloppes posés sur les boîtes aux lettres!»

Voilà donc le visage de la privatisation : suppressions d'emplois, salaires toujours plus bas, dégradation des conditions de travail... et pour les usagers, des files d'attente interminables aux guichets, la fermeture des bureaux de poste, un courrier qui arrive de plus en plus tard, même pour les recommandés. PostierEs et UsagerEs doivent se battre côte à côte pour imposer le monopole d'un vrai service public postal. En attendant, la mobilisation lyonnaise continue !

Georges Abitbol

courrier des lecteurs

Vous pouvez nous écrire par mail : redaction@npa2009.org ou par voie postale : Tout est à nous !, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

À propos du mariage pour tous.

Le mariage n'est pas un droit mais une institution. Mais, depuis vingt ans, porte-parole des asso LGBT de Aides à l'interLGBT en passant par l'association des parents G&L et bien des «intellectuels spécialistes» de la cause, mais surtout ce groupe républicainiste qui a concocté en son temps le PACS et a inventé l'idée d'égalité des droits, nous ont fourvoyés. La vraie question, c'était celle des droits

contenus dans l'institution, réservés aux «mariés». Droits que réclamaient non seulement les LGBT mais les millions de couples non mariés hétéros qui «finissent» par se marier pour les droits justement. Il fallait exiger la reconnaissance de l'union libre et l'accès aux droits jusqu'ici soumis à la condition du mariage.

Poser le mariage comme un droit, c'était entrer tout droit dans l'impasse de débats théologico-idéologiques. Il fallait au contraire le vider de son contenu et conférer aux personnes vivant librement

ensemble l'accès volontaire, choisi, progressif aux droits divers : sociaux, juridiques, parentaux. Il fallait chasser l'État, la théologie, la pseudo-psychologie et l'idéologie de la relation amoureuse. Mais les dirigeantEs des assos ont tourné le dos à l'héritage critique des luttes LGBT et féministes des années 60/70. Ils/elles se sont rendus aux pires conventions familialisto-maritales sans le moindre recul ni la moindre retenue. Logiquement ils se sont aussi tournés vers les institutions pour leur «accorder» ces

droits, et le crétinisme parlementaire aidant, ils n'ont suscité aucun mouvement collectif, national, coordonné qui fasse force. Le résultat est là. Ils nous ont livrés pieds et poings liés au Parlement, à un PS dont on connaît la... prudence (pour rester poli et ne pas tirer sur l'ambulance). Ils ont laissé les LGBT désarmés, fragmentés, sceptiques, cibles désormais des franges les plus détestables de cette société. L'incurie politique d'un PS (auquel sont plus ou moins affiliés bien des «dirigeants» associatifs LGBT) nous met en première ligne dans la

montée de l'opposition politique droitiste voire extrême-droitiste. Aujourd'hui nous, lesbiennes, gais, trans, bi «monsieur et madame tout le monde» prenons en pleine gueule une montée d'homophobie violente, haineuse, faux cul. Comble de tout cela, demain nous serons obligés d'en passer par l'institution du mariage si nous voulons accéder aux droits. Il n'y a pas que ce gouvernement qui devrait démissionner mais avec lui la plupart des instances LGBTI de ce pays. J.F.

LICENCIEMENTS

Gouvernement complice

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Hollande-Ayrault, nous avons connu une évolution accélérée des positions du PS sur la question de l'emploi et des plans de licenciement, première préoccupation du monde du travail.

En janvier 2012, sur le site de Petroplus menacé de fermeture, le candidat Hollande s'indignait : « Où est l'État, où est le gouvernement, où est le président de la République ? ». Puis il est allé « manger la merguez » à Florange, promettant qu'il ne laisserait pas Mittal fermer le site comme Sarkozy avait laissé fermer Gandrange. En juillet 2012, le nouveau président et son fougueux « ministre du Redressement productif » Montebourg attaquaient la famille Peugeot lors de l'annonce du plan de 8 000 licenciements et de fermeture de PSA Aulnay, et jugeaient le plan de suppression d'emploi chez Sanofi « inacceptable »... avant de faire un acrobatique rétro-pédalage : « Quand une entreprise fait cinq milliards de profits, comme c'est le cas de Sanofi (...) elle a le droit de se réorganiser », déclarait Montebourg en septembre, après s'être confondu en excuse auprès des multimillionnaires de la famille Peugeot. « Nous ne voulons plus de Mittal en France parce qu'ils n'ont pas respecté la France », attaqua Montebourg en novembre, annonçant que le gouvernement travaillait sur un projet de « nationalisation transitoire »



de Florange. Puis au moment où Mittal faisait le chantage aux 20 000 emplois d'ArcelorMittal en France, il précisait : « J'ai voulu dire que nous ne voulons plus des méthodes de Mittal en France, des méthodes qui relèvent du non-respect des engagements, du chantage et des menaces » pour conclure, une fois acté le plan des 650 licenciements à Florange et la fermeture de fait

des hauts fourneaux, que « la question de la nationalisation temporaire restait sur la table car c'est une arme dissuasive »!

Du côté des licenciés

Le gouvernement a non seulement oublié la promesse de campagne d'une loi d'interdiction des licenciements boursiers, mais avec la transcription de l'ANI, il supprime

même le droit de contester les motifs économiques d'un plan de licenciement. Et les salariés des entreprises menacées ont pu vérifier que ce gouvernement n'était pas un point d'appui pour eux, mais qu'il était bien du côté des licenciés.

Le NPA n'avait pas d'illusion sur les promesses de Hollande, mais il s'agit de tirer des bilans. Si Hollande promettait une loi d'interdiction des licenciements boursiers, si Montebourg prônait la « nationalisation temporaire » de Florange, c'est parce que ces questions sont posées par les salariés et la population. En effet, les patrons ne sont pas légitimes à décider de fermer une usine, jeter les salariés à la rue alors qu'ils font ou ont fait pendant des décennies des profits considérables sur leur travail. La révolte que cela provoque a été un argument de campagne pour Hollande et un créneau pour Montebourg, mais ce n'est pas une politique pour un gouvernement qui ne veut pas s'attaquer aux comptes en banque des actionnaires, ni remettre en cause leur pouvoir de décision.

Un gouvernement qui voudrait répondre aux salariés de PSA, Virgin, Sanofi ou ArcelorMittal commencerait par encourager tous les autres sites menacés par des plans sociaux à entrer également dans la lutte pour réellement interdire les licenciements. Il discuterait avec les organisations syndicales locales et les comités de lutte, des outils législatifs dont les travailleurs ont besoin : contrôle des comptes, réquisition, expropriation et redémarrage de l'entreprise sous le contrôle des salariés.

Cathy Billard

PETROPLUS
Réquisition
immédiate

Mardi 16 avril, le tribunal de commerce de Rouen a rejeté les deux dernières offres de reprise de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne. Il scelle ainsi la liquidation de la raffinerie et le licenciement des 470 salariés restants.

Après dix-huit mois de vagues hésitations, de promesses en renoncements, de déclarations d'élus en repreneurs douteux, cette décision apparaît comme irréversible pour les salariés et les centaines de personnes concernées, sous traitants, familles, proches... Le tribunal de commerce, juge et partie, tenu par les patrons, ne fait qu'asséner le dernier coup d'une politique voulue, décidée, organisée et mise en œuvre par les grands groupes pétroliers, Shell mais aussi Total, Exxon, Inéo. Shell s'est débarrassé de sa raffinerie en la vendant à Petroplus, spécialiste de la liquidation industrielle, qui a aussi fermé la raffinerie de Reichstett. L'UFIP, organisation des majors pétroliers, se félicite d'avoir fait remonter les marges du raffinage européens grâce à la fermeture des raffineries.

Du blabla inutile

Le député de la circonscription, numéro deux du PS, Guillaume Bachelay, parle la main sur le cœur de son attachement « d'enfant du pays » à l'industrie locale et à la défense de l'emploi. Mais les faits sont têtus, la raffinerie ferme et son gouvernement laisse faire. Les ministres Montebourg et Sapin ne sont capables que de promettre d'œuvrer au reclassement des 470 salariés et à la réindustrialisation du site... Comme d'habitude, et comme partout où les usines ferment et où les salariés sont condamnés à galérer entre stage, formation bidon, précarité et chômage. Le gouvernement doit réquisitionner maintenant la raffinerie de Petit-Couronne pour maintenir les emplois sur le site. Cette réquisition ne doit pas être temporaire, en attendant un repreneur qui ne viendra pas plus demain qu'hier, mais s'inscrire dans l'expropriation de l'ensemble des groupes pétroliers, dans la perspective d'un service public de l'énergie sous le contrôle des salariés et de la population.

Christine Poupin

PSA AULNAY

La grève résiste

Alors que la grève est entrée dans le 4^e mois, les deux cent grévistes sont décidés à continuer leurs actions.

Judi 18 avril, occupation du siège des Constructeurs de l'automobile, et le lendemain, gare de l'Est : une centaine de grévistes sont venus s'adresser aux usagers, ainsi qu'aux cheminots, avec une délégation d'une quinzaine de militants de la CGT et de Sud Rail. Arrivés en gare avec leurs tracts, banderoles, tee-shirts, et badges, ils se sont adressés avec mégaphones aux milliers de salariés qui, tous les matins, descendent des trains de banlieue pour se rendre au boulot. Bien que pressés, nombre d'entre eux, ainsi que les cheminots présents sur place, se sont arrêtés. Bien qu'ayant déjà plus de trois mois de grève à leur actif, les grévistes ont une sacrée énergie et ont mis une ambiance comme on en voit rarement dans la gare. En un peu plus d'une heure, ils ont récolté près de 1 400 euros, et ont pu une nouvelle fois apprécier combien leur grève bénéficie d'un large soutien de la population.

Toujours motivés

Cette solidarité financière donne les moyens à la grève de tenir. Au-delà il y a les motivations : obtenir le retrait des sanctions contre des grévistes (4 grévistes

licenciés et procédures en cours contre 4 élus), mais aussi la garantie d'un CDI pour tous en cas de fermeture d'Aulnay. D'autant qu'à PSA, l'argent existe, mercredi 24 avril : la direction compte faire valider par l'Assemblée générale des actionnaires le rachat d'actions pour un montant de 3 200 millions, et la distribution de 30 millions à certains dirigeants pour les remerciements de leur zèle et de leurs persévérance à mettre en œuvre le plan de licenciement.

Concernant ce dernier, le TGI de Paris rendra son jugement vendredi 26 avril. Mais les grévistes savent bien que la justice ne leur offrira au mieux qu'un délai supplémentaire, s'il y a invalidation du prétendu Plan de sauvegarde de l'emploi qui vise à liquider 11 200 emplois. Même dans ce cas-là, le problème restera entier : comment construire un rapport de forces pour empêcher PSA de mettre en œuvre son projet ?

C'est dans ce contexte que la direction de Sud PSA Aulnay a décidé de cesser la grève, invoquant des désaccords avec la CGT sur la bataille juridique contre le PSE, accusant la CGT de vouloir monnayer les assignations en justice

des syndicats en échange de la levée des sanctions contre les grévistes. Ces accusations qui semblent infondées risquent d'affaiblir un mouvement qui constitue un point de ralliement possible.

Les grévistes sont bien conscients que ce n'est pas à 200 qu'ils feront reculer PSA. Mais tant que la grève tient, la production est bloquée à Aulnay, car les non-grévistes, aussi incertains sur leur avenir, n'ont pas plus envie que les grévistes de se remettre au boulot.

Tant que la grève tient, elle peut devenir un point de ralliement pour d'autres salariés en lutte contre les plans sociaux. Le rassemblement organisé lundi 22 avril pour accueillir des délégations de salariés de l'agro-alimentaire frappés par des plans sociaux (Fralib et les Moulins Maurel de la région de Marseille, les Pilpa de Carcassonne, Fraissinord près d'Arras ou une chocolaterie de Dijon) montre que c'est possible.

CorrespondantEs

VIRGIN Vers une nouvelle mobilisation nationale

Les événements se sont accélérés ces dernières semaines pour les 1 000 salariés de Virgin. Le 8 avril dernier, le verdict concernant les offres de reprise tombait : rien ou presque à part une offre de reprise concernant 11 magasins et 285 salariés de la part de l'enseigne Rougier & Plé, spécialisée en matériel d'arts plastiques... La direction et l'administrateur judiciaire ont quant à eux annoncé la mise en place d'un méga plan social.

Aussi, c'est un sentiment de colère qui domine et qui commence à faire tâche d'huile dans les magasins. Ainsi, le 13 avril, le personnel du magasin d'Avignon a manifesté dans le centre ville. Le 16 avril, le personnel de Marseille organisait une conférence de presse avec le soutien de



Sauver le maximum d'emploi

Le mardi 30 avril à 11 h, rendez-vous devant le magasin des Champs-Élysées afin de se rendre devant les bureaux de Lagardère, actionnaire historique, pour arracher des garanties pour le futur PSE.

celui du Virgin de Rouen organise une distribution de tracts avec constitution d'une caisse de grève. L'intersyndicale n'est pas en reste et a appelé à une nouvelle journée de mobilisation le mardi 30 avril. Il s'agit de répéter l'exploit du 29 janvier, date à laquelle 600 salariés de Virgin de toute la France se sont retrouvés sous les fenêtres de l'actionnaire Butler.

Ce dernier a le culot de se déclarer créancier à hauteur de plusieurs millions d'euros alors que la cession de ses parts dans EADS vient de lui rapporter la bagatelle de 1,8 milliard d'euros ! Les enseignes FNAC et Cultura ont choisi de se comporter comme des vautours, attendant la probable liquidation de Virgin cet été pour négocier au mieux les baux des magasins non repris et aller peut-être chercher, dans la file de Pôle Emploi, des ex-vendeurs avec une ancienneté à zéro. L'intersyndicale du groupe Lagardère, ainsi que plusieurs syndicats d'autres entreprises de distribution de biens culturels, ont annoncé leur soutien à cette nouvelle mobilisation.

Correspondants



Les comités en action!

Lyon Réunion publique unitaire contre l'ANI.

Une centaine de personnes étaient présentes jeudi 18 avril à la bourse du travail pour une réunion unitaire sur l'ANI, à l'initiative d'un collectif dont le NPA est partie prenante, avec Solidaires, Attac, la CNT-SO, les Alternatifs, GA, GU, PG.

À la suite des interventions d'Attac, de Solidaires et de la CNT-SO, le NPA était la seule organisation politique à intervenir. Après avoir rappelé l'attaque historique qu'est l'Accord national interprofessionnel contre le droit du travail et les salariés, nous avons mis l'accent sur la politique offensive et antisociale du gouvernement en faveur des classes dominantes. Politique qui se fait au nom du « dialogue social » et de la « sécurité de l'emploi ». Nous avons défendu le retrait immédiat du projet de loi et appelé à une mobilisation d'ampleur pour construire une opposition de gauche à ce gouvernement. Un débat a ensuite eu lieu avec la salle. Ces discussions devront se poursuivre dans des cadres unitaires, partout où cela est possible, si l'on veut rassembler largement et imposer une autre politique.

Aix (13) Les fachos chassés de la fac de lettres.

Mardi 16 avril, nous avons appris que l'Action française (royaliste) et Égalité et réconciliation (le groupe d'Alain Soral) avaient obtenu un amphi à la fac de lettres pour y faire officiellement une conférence d'histoire le lendemain. L'information a dès lors très vite circulé dans le milieu militant.

Le lendemain à l'heure dite, nous étions une cinquantaine pour bloquer l'amphithéâtre où devait se dérouler la conférence. On pouvait noter la présence de la JC, du NPA, de la CNT, de non-organisées, et tout le gros cercle antifasciste de Marseille. L'Unef (majoritaire) est partie au dernier moment, craignant que ça ne dérape en bagarre générale...

Nous sommes restés soudés et déterminés. Les fachos ont donc dû se disperser et aux dernières nouvelles, ils ont finalement fait leur conférence à une petite dizaine dans un parc... Pas question que les fascistes prennent pied dans les facs. Dehors!

Basse-Normandie Participation au Remue-ménages.

Le NPA a accepté l'invitation du PG bas-normand de participer à leur Remue-ménages les 13 et 14 avril à Lisieux (Calvados). Un public de 150 à 200 personnes, composé pour l'essentiel de militants du PG ou du FdG, y était présent. Des composantes du Front de gauche (FASE, GU, GA) étaient présentes mais pas le PCF... Un stand Notre-Dame-des-Landes, deux salariés de Pétropolis, une militante du comité de Vire contre la fermeture de la maternité, et un stand où régnait une grosse activité, celui pour préparer le 5 mai.

Nous avons pu échanger sur des sujets d'actualité comme l'ANI, le convoi de MOX pour le Japon, la fraude fiscale... Nous avons expliqué notre position sur le 5 mai et affirmé la nécessaire urgence de construire une opposition au gouvernement.

Plusieurs débats étaient programmés, comme « le féminisme est l'avenir de l'humanité », « la gestion publique de l'eau », « les Roms »... Le plus suivi fut, avec une cinquantaine de personnes, « vive l'école de la République ». Le secrétaire départemental FSU du Calvados a introduit en nous faisant l'éloge de l'école de la République. Pour lui, après une période très douloureuse de fermeture de postes, aujourd'hui cela va plutôt « dans le bon sens »... Pas un mot sur la nécessité des luttes et leur construction. Nous lui avons répondu que c'est par les luttes qu'il faut combattre toutes ces réformes du gouvernement, que sur la loi de refondation de Peillon, il fallait voter contre, et pas s'abstenir comme l'ont fait les élus du FdG... Au débat « les étudiants face à la finance », sur les 30 minutes d'introduction, seules les 5 dernières minutes ont abordé la loi Fioraso. Pas un mot sur l'austérité dans les facs et ses conséquences pour les étudiants... Un jeune camarade du NPA y a rappelé la nécessité de discuter des perspectives de mobilisation pour la prochaine rentrée, autour du refus de l'austérité, de la loi Fioraso et de l'abrogation de la LRU.

Alors, des débats, oui, mais auxquels les animateurs du PG n'ont pas voulu donner de caractère de mobilisation et d'opposition concrète au gouvernement. Le sentiment est que nous n'en sommes encore qu'au stade des « paroles, paroles, paroles... »

En campagne

NOTRE-DAME DES-LANDES

Faisons céder Vinci et le gouvernement le 11 mai

Après le succès de « Sème ta Zad », le printemps est plus que jamais fertile en mobilisations à Notre-Dame-des-Landes. Le 11 mai prochain, la chaîne humaine doit encercler la ZAD sur pas moins de 25 km. Une initiative à caractère national s'appuyant sur l'ensemble des comités de soutien qui se sont constitués à travers tout le territoire.



C'est une opportunité majeure de faire une nouvelle démonstration de force alors que l'État a officiellement repoussé de six mois les travaux. Il n'y aura pas d'autre voie que le rapport de forces et la mobilisation unitaire pour gagner, faire plier Vinci et le gouvernement. Dans ce contexte, parce que l'occupation de la ZAD prend une place importante dans la stratégie du mouvement, la réussite de cette mobilisation est essentielle et le NPA doit y prendre toute sa place.

Nous devons donc faire de ce temps fort à Notre-Dame-des-Landes une mobilisation nationale de notre parti. Une

mobilisation contre un projet qui illustre à lui seul tous les méfaits du capitalisme dans sa capacité de destruction, un projet à la fois inutile socialement, dévoreur de fonds publics, dévastateur écologiquement et destructeur de terres agricoles, et dont le seul but est de satisfaire les appétits de la multinationale Vinci, et de quelques potentats locaux au nom du sacro-saint développement. C'est un tout autre développement que nous devons opposer, celui qui n'a pour objectif que de répondre aux besoins sociaux et écologiques du plus grand nombre.

Une lutte anticapitaliste

Pour les militantEs du NPA, la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes représente donc un double enjeu. C'est à la fois un mouvement anticapitaliste, qui dépasse largement l'opposition au seul projet d'aéroport et qui propose clairement d'autres choix de société. C'est également un mouvement d'opposition radicale et concrète à la politique du gouvernement Hollande-Ayroport qui, sur le terrain écologique et social, n'a rien à envier à celle de ses prédécesseurs. Une opposition à cette gauche libérale qui, à travers ce projet, démontre toujours plus sa soumission aux intérêts du patronat et des plus riches, comme elle le fait à PSA ou à Arceor, en sacrifiant les populations sur l'autel de l'austérité. C'est aussi pourquoi, dans ce contexte, une victoire à Notre-Dame-des-Landes pourrait constituer un point d'appui et un encouragement pour l'ensemble du mouvement social.

Il est donc essentiel d'assurer une mobilisation maximale pour cette journée. Le NPA a sorti une affiche, et un regroupement autour du NPA sera organisé pour faire entendre notre voix anticapitaliste lors de cette mobilisation du 11 mai.

CorrespondantEs du NPA 44

Informations sur le site : www.chaine-humaine-stop-aeroport.org

Paris 18^e Café-débat autour de la Haine de la religion.

Jeudi 18 avril, plus de 60 personnes sont venues au 5^e café-débat organisé par le comité NPA Paris 18^e avec Pierre Tévanian autour de ses deux derniers livres. Une discussion animée par l'envie de comprendre ce qui se joue à gauche autour de l'islamophobie. À un participant disant que cette question n'était qu'un écran de fumée pour masquer les vraies questions, Pierre a expliqué que ce qui est bien avec toutes ces métaphores, c'est qu'elles poussent à réfléchir. Ainsi l'écran de fumée trouble effectivement la vue de ceux et celles qui en sont éloignés. Mais la fumée n'en intoxique pas moins celles et ceux qui en sont proches...

La discussion est surtout devenue une invitation à relire Marx et d'autres auteurs (Lénine, Rosa Luxemburg...) au-delà de la question spécifique de la religion. Un camarade de la FASE a ainsi défendu qu'il fallait s'opposer à l'universalisme hérité des Lumières pour repartir du point de vue des opprimés en lutte. En somme, un véritable retour aux fondements de la propre démarche de Marx. Signe de cette

envie, 15 livres de Pierre ont été vendus. Et pour faire le lien avec la pratique, plusieurs des participantEs ont pris des affiches annonçant le rassemblement contre l'homophobie du 21 avril pour les coller.

Martel (Lot) La mobilisation s'amplifie.

Contre le permis dit de Brive, déposé par la société Hexagon pour exploiter du gaz de houille et autres, l'action du collectif s'accroît. D'une poignée en janvier, le collectif regroupe maintenant plusieurs dizaines de personnes de toutes catégories sociales et politiques dans tous les villages de la région de Martel. Les réunions publiques dans les villages continuent et sont suivies, selon la population, entre 30 et 70 participants dont beaucoup adhèrent au collectif. Tous les élus de la région ont reçu une lettre pour connaître leur position. Partout les maires sont présents et soutiennent la révolte. La plupart ont fait voter ou vont faire voter des décisions de leur conseil municipal interdisant les forages sur le territoire de leurs communes. Deux députés PS (l'un du Lot, l'autre de Dordogne) ont pris publiquement

position contre le permis de Brive. À Martel, lors de la réunion organisée par la LDH avec Daniel Tanuro (écologie et luttes sociales) qui a regroupé une centaine de personnes, le sénateur-maire de Martel (PRG) a été interrogé. Il n'était pas content du tout, disant qu'il n'avait pas l'impression d'assister à une réunion de la LDH mais à un meeting du PG, NPA et autres, précisant qu'il attendait la réponse que lui ferait le ministre en mai. Lors de la récente venue de Hollande à Tulle, 40 membres du collectif l'attendaient à l'aéroport de Créssensac, et le Président a préféré sortir par des chemins de campagne... La presse fait état régulièrement des réunions publiques et l'hebdomadaire *la Vie quercynoise* (le plus important du département) a même consacré sa une et une page entière au collectif. Près de 6000 signatures pétitionnaires ont été recueillies et un grand meeting est prévu en coordination avec les collectifs de Brive et Sarlat, ainsi qu'une grande manifestation à Brive en juin. Le collectif a décidé de tenir sur la place de Martel tous les vendredis à 19h une réunion festive pour discuter.

EXPOSITION

Marseille: Matta grand format

Le musée Cantini de Marseille présente jusqu'au 19 mai une belle exposition réunissant d'importantes toiles politiques du grand peintre chilien, adepte de la peinture comme « cosa mentale » et partisan du rôle social de l'artiste comme « éveillé ».

Du vivant même de Roberto Sebastián Matta Echaurren, dit Matta (1911-2002), les histoires de l'art soulignent l'originalité de son apport, mais, tout en reproduisant largement ses œuvres, elles ne mentionnaient qu'exceptionnellement les intentions révolutionnaires qui les animaient. L'exposition du musée Cantini a le double mérite de rappeler l'attention passionnée qu'a portée l'artiste aux événements de son temps et d'offrir aux regards, grandeur nature, les plus célèbres de ses vastes peintures à caractère politique, ou « historique » ainsi que les dénomment les organisateurs de la manifestation. Il y manque certes *l'Escalade* ou *Burn, Baby Burn* (1965-66, 298 x 981 cm), qui servit de toile de fond au meeting du 14 février 1967 à la Mutualité contre la guerre au Vietnam, mais on peut y voir nombre d'autres tableaux tout aussi emblématiques de son engagement, comme *Les roses sont belles* (1951-52, 201 x 281 cm), allusion et hommage à Ethel et Julius Rosenberg après leur condamnation à mort, *Morire per amore (La Muerte del Che Guevara)* (1967, 202 x 298 cm), ou encore la série *Le Grand Burundun* entreprise après le coup d'État de Pinochet (1974, quatre toiles, 212 x 459 cm pour la plus grande, 212 x 250 cm pour les autres).

Politique, poétique

Architecte de formation, venu d'abord en France pour fuir l'étouffant climat social chilien, Matta se mit à peindre en 1938 à partir de taches qu'il



interprétait selon le fameux conseil de Léonard de Vinci, conduisant à la pratique de la peinture comme « cosa mentale », mais avec des préoccupations d'une extrême modernité. Il s'agissait notamment d'évoquer le temps, quatrième dimension, et les effets transformants des chocs et des rencontres dont est

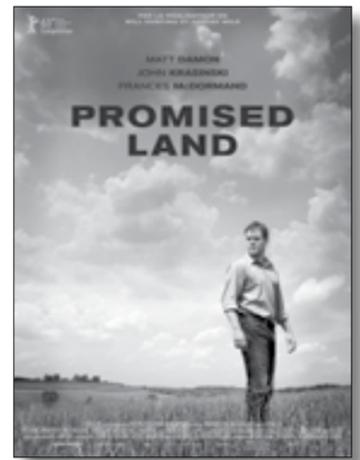
faite la vie humaine, avec toutes les intersections de plans et de matériaux formant l'architecture sensible, intime, de chaque individu, l'artiste au premier chef. À partir de 1944 et des révélations sur les camps de la mort, Matta se mit aussi à enregistrer, en interférence avec ses propres *Inscapes* ou paysages mentaux, les effets qu'y déclenchaient les horreurs de l'époque et à s'exprimer plus nettement sur le plan politique, sans jamais s'écarter cependant du registre de la protestation poétique. Faute d'être exhaustive sur ses engagements, objectif irréalisable sur ses cimaises mais dont son catalogue aurait au moins dû donner un résumé fidèle, l'exposition du musée Cantini réunit beaucoup de ses réalisations les plus éloquentes, réagissant à l'assassinat de Maurice Audin, à l'exécution de Julian Grimau, à la guerre au Vietnam, ou revenant sur les procès de Nuremberg, Sacco et Vanzetti, etc. À côté de cela, elle veut accréditer la thèse que Matta, vers 1945 ou 1948, serait passé « du Surréalisme à l'Histoire », reniant le premier pour se rapprocher des conceptions stalinienne alors dominantes, « défaut de documentation » évident, Matta n'ayant cessé de déclarer exactement l'inverse. On relira par exemple ce qu'il confiait en 1986 à la revue théorique de la LCR *Critique communiste* sur l'actualité pressante du *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant* de Trotski et Breton. C'est une raison supplémentaire, pour qui le peut, d'aller voir ce que dit réellement Matta.

Gilles Bounoure

Cinéma

PROMISED LAND DE GUS VAN SANT

Avec Matt Damon, Rosemarie DeWitt, Frances McDormand. Sortie en salle le mercredi 17 avril



Il y a 13 ans, le film de Steven Soderbergh *Erin Brockovich* mettait en scène la lutte contre une compagnie de gaz dont l'usine polluait les eaux d'un quartier. Le film avait rencontré un grand succès aux USA et dans le monde. Sur le même créneau, le film de Van Sant n'a pas rencontré un grand public aux USA. Julia Roberts était certes plus « sexy » que Matt Damon mais là n'est pas l'explication. Le sujet de *Promised Land* met en cause le lobby immensément plus puissant des compagnies pétrolières qui extraient le gaz de schiste et, pour que le film existe, il a fallu que l'acteur « engagé » Matt Damon mette la main à la poche et produise lui-même. Pourtant si *Promised Land* se prononce clairement contre l'extraction des gaz de schiste, ce n'est pas un film militant et le spectateur ne sortira pas du cinéma avec une fiche technique contre cette pollution des sols qui fait des ravages, aux USA notamment. *Promised Land* se révèle être un film plus profond sur l'Amérique rurale déshéritée et sur la réversibilité des sentiments d'un individu qui va passer du statut de meilleur agent d'une de ces firmes polluées à son pire ennemi. La presse a parlé d'une facture trop classique du film. C'est à se demander si elle l'a réellement vu et si le lobby n'est pas actif chez nos critiques bien-pensants. En tout cas, le scénario (co-écrit par Matt Damon) réserve une pirouette peu commune qui, à elle seule, mérite la vision de ce film aux personnages attachants.

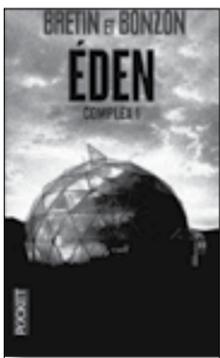
Sylvain Chardon

THRILLER

EDEN - COMPLEX 1 de Bretin et Bonzon, Pocket, 8,40 euros.

Eden, un groupe « éco-radical » parisien, réalise son premier coup contre les espèces génétiquement modifiées en braquant les caves des serres Naeliev en Suisse. Qui aurait pu imaginer ce qui se cachait dans les serres d'un ancien général bulgare, sinon le commanditaire bien peu écolo de l'attentat? La mort va frapper un à un les militants du groupe tandis qu'un des membres porte dans sa chair les germes d'une mutation qui pourrait faire basculer l'ordre de la nature. Une section spécialisée d'Interpol, la police parisienne et les services secrets sont sur l'affaire tandis que des tueurs au service du Bulgare et de son organisation font le ménage. Les écologistes ont bien malgré eux déclenché l'opération « Mandragore » qui a des objectifs militaires en pratiquant des manipulations génétiques à la frontière du végétal et de l'humain. Si vous aimez les roses, ne lisez pas ce livre.

Sylvain Chardon



ROMAN

BIENVENUE de Kim Yi-seol, éditions Philippe Picquier, 17,50 euros.

Un roman édité par la maison d'édition spécialisée sur l'Asie. C'est un tableau sans concession de la société coréenne contemporaine et la place de la femme dans cette société. Il peut être assez brutal concernant les rapports entre hommes et femmes et la condition faite aux femmes. Un petit ami, un enfant, une mère, une sœur, un frère et... une femme qui, pour assumer ses devoirs familiaux, travaille dans un restaurant qui s'avère être une maison de passe. Écrit à la première personne, c'est ce qui en fait sa force. Pas le temps de s'arrêter, de s'apitoyer sur son pauvre sort, de s'interroger sur la prostitution, de se révolter contre sa famille qui l'enchaîne, elle a besoin d'argent, c'est une nécessité.

Christine Schneider

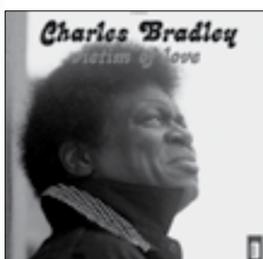


MUSIQUE

VICTIM OF LOVE, Charles Bradley, Daptone records, 15 euros.

On aimerait parler d'une seconde jeunesse, mais en l'occurrence il n'y en eut pas de première. Charles Bradley, petit gars de Brooklyn qui rêvait depuis sa jeunesse d'embrasser la carrière d'un James Brown, ne put en effet jamais concrétiser sa vocation artistique. Preuve que durant l'âge d'or de la soul puis du funk, la renommée tenait beaucoup à la chance et à d'heureux hasards. À ce propos, c'est encore le destin qui lui fit croiser, la cinquantaine bien passée, le chemin de Gabriel Roth de Daptone Records, label new-yorkais qui réanimait l'esprit vintage du groove originel. Depuis, leur collaboration lui assure un succès d'estime et public qu'il n'attendait sûrement plus. *Victim of love* en est la seconde réalisation studio, un album bien troussé et surtout à vivre dans la sueur moite et bluesy de ses concerts.

King Martov



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43



S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Hebdo	Hebdo + Mensuel	Désignation du compte à débiter	
Tarif standard <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
Jeunes/chômeurs précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	N° DE COMPTE	
J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :		CLÉ RIB	Date :
ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex Numéro spécial d'émetteur : 554755		Signature : _____	
Titulaire du compte Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Mail :		Établissement teneur du compte Banque : Adresse : Code postal : Ville :	

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
	28 €	56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
	22 €	44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
	50 €	100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
	20 €	40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
	38 €	76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

342

C'est le nombre de députés qui ont voté lundi 22 avril la prolongation de l'opération française Serval au Mali, opération engagée le 11 janvier. La majorité et l'UMP ont voté pour. Le Front de gauche, qui avait voté l'envoi de troupes françaises au Mali, a décidé cette fois-ci de s'abstenir. Personne n'a voté contre.

GEORGES ABDALLAH

Une décision scandaleuse

Quand Georges Abdallah verra-t-il la fin du long tunnel carcéral? Aux ordres d'un parquet dirigé par la Garde des sceaux Christiane Taubira, la Cour de cassation a rendu sa décision le 4 avril. La demande de libération est jugée irrecevable et Georges Abdallah devra rester en prison.

L'argument juridique, on ne peut plus clair, s'appuie sur la non-présentation d'un arrêté d'expulsion du ministre de l'Intérieur Manuel Valls que rien ne semble ébranler: ni la campagne internationale ni les prises de position qui se multiplient en faveur de la libération du plus ancien prisonnier de France. Annulant toutes les étapes précédentes de la procédure, la décision de la Cour de cassation renvoie aux calendes grecques toute libération, et met le gouvernement français devant ses responsabilités. Les collectifs de soutien à Georges Abdallah ont pris la décision de se rencontrer très rapidement afin de dynamiser et d'élargir la campagne internationale. L'heure n'est pas à la résignation.

La solidarité criminalisée

Au lendemain même du rendu de la décision de la Cour de cassation, un membre du comité pour la libération de Georges Abdallah (CLGIA)

était convoqué devant le tribunal de grande instance pour «avoir organisé un rassemblement public n'ayant pas fait l'objet d'une demande en préfecture». À l'issue d'un réquisitoire particulièrement creux, le ministère public demandait une peine exorbitante de 2 mois d'emprisonnement avec sursis. Après un long délibéré, la cour prononcera finalement un verdict de 1 500 euros d'amende avec sursis.

Cette décision parfaitement hypocrite n'a pour objet que de tenter de neutraliser les actions du collectif en le menaçant d'asphyxie financière. Elle bafoue le droit constitutionnel à manifester, la déclaration en préfecture n'ayant aucun caractère d'obligation. Le collectif a décidé de faire appel de cette décision, et de faire de cette prochaine échéance un temps fort de la mobilisation: pour la libération de Georges Abdallah et pour la défense du droit à manifester.

Correspondant

Dans la rue contre l'homophobie



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Dimanche 21 avril, à l'initiative d'Act Up, des milliers de manifestants se sont réunis place de la Bastille pour dire non aux préjugés homophobes. Le NPA était présent au côté d'autres organisations de la gauche sociale et politique.

DISCRIMINATIONS

Odieuse gare de « triage »

Gare du Nord, le 8 mars 2013, le président israélien Shimon Peres arrive à Paris par le train Thalys de 10h35. La SNCF a commandé le service de porteurs auprès de sa filiale Itiremia pour s'occuper des bagages de la délégation israélienne. La veille, les responsables de la filiale se sont livrés à un étrange exercice: ils ont fait le tri parmi les salariés.

Le but était d'éviter que des musulmans fassent partie de l'équipe accueillant Peres et le reste de la délégation israélienne. Un tri raciste écartant d'office tous les noirs et Arabes qui auraient pu être musulmans...

Lorsque l'affaire est rendue publique quelques semaines plus tard par le syndicat Sud Rail, la SNCF tente de se disculper en évoquant pêle-mêle son ignorance des faits, des consignes provenant de l'ambassade israélienne et du ministère des Affaires étrangères qui ont nié avoir donné de telles consignes. Lors d'un CHSCT extraordinaire, le directeur

d'Itiremia a admis partiellement les faits. De plus, un contrôleur du Thalys et un conducteur de manœuvre SNCF auraient été empêchés de croiser Peres.

Racisme ordinaire...

Qu'ils soient le résultat de l'initiative zélée d'un petit chef ou de consignes du corps diplomatique israélien, ces faits révèlent crûment la banalisation du racisme au sein de la SNCF comme de la société française. La SNCF est actuellement encore en procès pour discrimination contre plus de 800 travailleurs marocains et l'accès au statut

cheminot est aujourd'hui encore interdit aux étrangers extra-européens. Dans un contexte politique où le racisme et l'islamophobie imprègnent la scène politique, il s'agit bien d'un tri raciste entre salariés d'une même entreprise.

Ironie, Peres venait ce jour-là pour faire un «plaidoyer pour la paix» entre les religions juive et musulmane. Plutôt une tentative de se donner bonne conscience et respectabilité, tant que subsistent le racisme d'État en Israël, les discriminations, les vexations et l'occupation des terres palestiniennes.

Correspondants

PROTHÈSES PIP

La vie des femmes ou les profits?

En ce moment se tient à Marseille le procès de l'entreprise varoise Poly Implants Prothèses qui pendant 10 ans a fabriqué et distribué des prothèses avec un gel de silicone industriel non réglementaire mais meilleur marché. Des économies estimées à un million d'euros par an...

Fondateur de PIP, Jean-Claude Mas, ainsi que quatre anciens dirigeants, sont jugés pour tromperie sur les qualités des implants ayant «pour conséquence de rendre l'utilisation des marchandises dangereuse pour la santé des personnes implantées». Les 5 prévenus répondent également d'escroquerie. Certains avocats ont dénoncé le statut de partie civile de l'organisme allemand qui délivrait les certificats de conformité européens, et de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) qui auraient dû selon eux figurer à la barre des accusés.

Alertée fin 2009 par les signalements d'un chirurgien et un taux de rupture des enveloppes des prothèses plus élevé, l'Agence française pour la sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps, devenue ANSM) découvre chez PIP des matières premières qui ne correspondent pas à celles annoncées. L'ANSM a alors suspendu la mise sur le marché et l'exportation des produits PIP et a ordonné leur retrait.

Une double peine

Beaucoup des 30 000 femmes ont été implantées après avoir subi une mastectomie suite à un cancer du sein. Ce scandale touche aussi d'autres femmes dans le monde: PIP réalisait en effet 84% de son chiffre d'affaires à l'export. Kystes, infections, écoulements, menaces de rupture des prothèses sont le quotidien de ces femmes. Cela n'empêche pas l'ancien patron de PIP de dire que son gel maison n'était pas toxique, affichant dans ses déclarations un mépris insupportable vis-à-vis des femmes. Ce scandale n'est pas sans rappeler celui du Médiateur fabriqué pendant des années par le laboratoire Servier, malgré des alertes de médecins sur leur dangerosité. Une nouvelle preuve que laisser à des entreprises privées la fabrication de médicaments ou de prothèses est dangereux. Elles doivent être nationalisées sans indemnités et sous le contrôle de la population.

Isabelle Larroquet

TOUT! hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste

Rédaction : 01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil Cedex
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire:
0414 P 11508
Tirage : 6500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société
de presse, d'audiovisuel et de
communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros
(durée 60 ans)

Gérant et directeur
de publication: Ross Harrold
Secrétaire de rédaction:
Manu Bichindaritz
Rédacteur graphiste:
Ambre Bragard
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

NO COMMENT
Peut-être que ce sont des initiatives
citoyennes... mais certainement pas des
membres de la Manif pour tous
SOPHIE DELPIERRE, PORTE-PAROLE DE LA MANIF POUR TOUS
NORD-PAS-DE-CALAIS, réagissant à l'agression
homophobe d'un bar gay à Lille sur
l'antenne de France 2 jeudi 18 avril